



MADAGASCAR 2008 – 2009
Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Pays	Madagascar
Date de mise à jour	10 décembre 2008
Numéro de la version	
Période couverte par le Plan	6 mois
Contingences couvertes	Désastres naturels
Niveau de confidentialité	
Liste des partenaires participants	Le BNGRC, Le Gouvernement Malgache, les Ministères Techniques de Tutelle et Directions en charge de la GRC Les partenaires humanitaires des ONG nationales et internationales Les partenaires humanitaires du Système des Nations Unies



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

SOMMAIRE

- 1. Résumé exécutif.**
- 2. Analyse du contexte et évaluation des risques.**
 - 2.1 Analyse du contexte.**
 - a) Contexte physique et climatique
 - b) Situation politique
 - c) Situation socio économique.
 - d) Sécurité alimentaire.
 - e) Facteurs de vulnérabilité.
 - f) Principales urgences connues précédemment.
 - g) Risques identifiés.
 - h) Capacité locale d'adaptation et de réponse
 - 2.2 Risques retenus pour le plan de contingence.**
- 3. Scénarios retenus dans le plan de contingence.**
- 4. Objectifs**
 - 4.1. Objectifs généraux**
 - 4.2. Objectifs opérationnels**
- 5. Gestion d'ensemble et coordination.**
 - 5.1. Mécanismes de coordination existants**
 - 5.2. Revue des acteurs dans les différents secteurs**
 - 5.3. Matrice de réaction rapide**
 - 5.4. Mobilisation des ressources**
 - 5.5. Point focaux pour le plan de contingence**
- 6. Plans de réponse sectoriels, des partenaires, et du gouvernement**
 - 6.1. Réponse initiale**
 - 6.2. Evaluation rapide et approfondie**
 - 6.3. Budget**
 - 6.4. Manques et contraintes**
- 7. Maintenance du plan**
- 8. Annexes**



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Contexte

L'île de Madagascar est exposée à de nombreuses catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations, la sécheresse, et auxquels s'ajoutent les incendies et les invasions acridiennes. Pendant la saison cyclonique 2006-2007, six systèmes cycloniques consécutifs ont frappé l'île, semant la désolation sur les bandes côtières (côte Est et Nord-Ouest) et à l'intérieur des terres. Ces événements, accompagnés de pluies excessives sur les hautes terres ont provoqué d'importantes inondations qui ont affecté près de 300.000 personnes. Au même moment, les régions australes du pays ont souffert d'une sécheresse sévère. Lors de la saison 2007-2008, trois cyclones, ayant affecté au total près de 525 000 personnes, ont de nouveau frappé les régions côtières susmentionnées ci-dessus, ainsi que la côte Ouest. Selon l'évaluation du « Joint Damage and Losses Need Assessment », conduite conjointement par le Gouvernement, la Banque Mondiale et le Système des Nations Unies, les dommages et les pertes engendrés par les cyclones en 2008 ont atteint 333 millions \$USD (4% du PIB). A chaque saison de pluie, la plaine d'Antananarivo qui se trouve sur le plein milieu de la capitale du pays, est inondée et près de 20 000 personnes y sont obligées de quitter leurs habitations pendant environ un mois pour rejoindre des sites d'hébergement.

Des études menées en 2008 par la Direction de la Météorologie Malgache sur les changements climatiques prévoient, pour les 50 prochaines années, une plus grande intensification des cyclones dans le bassin Sud-Ouest de l'Océan Indien, dans lequel se trouve Madagascar. Une autre étude conduite par la même Direction mais qui se limite aux prévisions météorologiques pour la saison cyclonique 2008-2009 prévoit par ailleurs des précipitations importantes dans la première moitié de la saison (de octobre à décembre), et une période plutôt sèche dans la seconde moitié.

Ces conditions météorologiques, associées au haut niveau de vulnérabilité des populations, aggraveront les conditions de vie d'une proportion grandissante des personnes et des ménages.

Conscient de la nécessité d'intégrer des stratégies de long terme à leurs exercices de planification pour pouvoir répondre à une situation de plus en plus volatile, le Gouvernement malgache et ses partenaires développent des mesures de réduction des risques et de prévention de catastrophe parallèlement au renforcement des capacités de réponse, basées sur les contraintes majeures identifiées (cf. pages 45,46_ Manque et contraintes majeures).

A ce titre, et sur la base des leçons apprises durant la saison cyclonique 2006-2007, et suite à la décision d'avril 2007 du Système des Nations Unies (SNU) d'adopter l'approche sectorielle (cluster approach) pour renforcer l'action humanitaire, le système des Commissions Sectorielles du Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophe (CRIC) a été revitalisé sous l'égide du Bureau National de la Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC).

Sur la base de cette structure de coordination sectorielle, le Gouvernement malgache à travers le BNGRC, le système des Nations Unies, avec l'appui de l'UNICEF et de l'OCHA pour le Bureau du Coordinateur Résident (BCR), avaient également élaboré en 2007 pour la toute première fois un plan de contingence.

Ce premier plan de contingence avait été élaboré conformément Engagements/Défis énoncés dans le Madagascar Action Plan (MAP) 2007_2012 et sur la base des leçons apprises pendant la saison cyclonique 2006-2007, lesquelles leçons apprises préconisent de : 1) renforcer la coordination ainsi que la communication et l'information ; 2) développer des méthodologies communes d'évaluation (rapide et approfondie) et d'intervention ; 3) optimiser le processus de levée de fonds ; 4) et renforcer les capacités en matière de logistique.

Ce plan, intitulé « Plan de Contingence du Comité Permanent et du Gouvernement », a montré son utilité en tant qu'outil de référence pendant la saison cyclonique 2007-2008. La préparation, les évaluations et les réponses ont été coordonnées au niveau central par le BNGRC avec l'appui du CRIC (Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophe) et de l'OCHA pour le Bureau du Coordinateur Résident, et elles ont été réalisées à travers les Groupes Sectoriels suivants : EAU ET



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

ASSAINISSEMENT, NUTRITION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, SANTE, AGRICULTURE, EDUCATION, LOGISTIQUE, et HABITAT opérationnel depuis début 2008 (cf. page 21_ Mécanismes de coordination existants).

Mise à jour du Plan de contingence

Le processus de mise à jour du Plan de contingence a été initié avant le début de la saison cyclonique 2008_2009, lors d'un atelier tenu du 04 au 06 novembre 2008, pendant lequel des représentants des régions les plus vulnérables aux inondations ont été invités pour partager leurs expériences et enrichir le Plan.

En se basant sur les leçons apprises de la saison 2007_2008 et sur les prévisions météorologiques pour la saison 2008_2009, les trois éléments suivants ont été retenus.

1. Le nombre de régions touchées passe de 5 à 13 pour le scénario « Cyclone/Inondation » : les régions d'Atsimo Atsinanana, de Vatovavy Fitovinany, d'Atsinanana, d'Analanjirifo et de Sava dans la partie Est du pays; les régions de Diana, de Sofia et du Boeny au nord-ouest ; les régions du Melaky et du Menabe à l'ouest ; et les régions du Betsiboka, d'Alaoatra Mangoro et d'Analamanga sur les hautes terres centrales. Le cas de l'inondation de la Plaine d'Antananarivo (dans la région d'Analamanga) où 20.000 personnes sans abri ont été recensées pendant la dernière saison cyclonique, a été considéré comme scénario spécifique à traiter dans l'actualisation du Plan de contingence.
2. Un scénario sur la sécheresse dans quatre régions du sud du pays (les régions d'Ihorombe, d'Anosy, d'Androy et d'Atsimo Andrefana) a été validé. Il fera ultérieurement l'objet d'un plan séparé qui sera développé conjointement avec les acteurs de ces régions.
3. Le Plan de contingence actualisé intégrera les thèmes transversaux prioritaires suivants : le genre avec l'appui de l'UNFPA ; le relèvement précoce avec l'appui du PNUD ; le VIH/SIDA avec l'ONUSIDA ; et l'IEC avec l'appui conjoint du BNGRC et du BCR/OCHA. La protection, sera intégrée incessamment avec l'appui de l'UNICEF. Par ailleurs, un processus d'intégration des cinq priorités du Cadre d'action de Hyogo dans les planifications sectorielles est initié dans la présente première mise à jour du Plan.

Tout comme dans le Plan de contingence 2007-2008, la présente mise à jour reprend les plans de réponse sectoriels en annexe de ce document, lesquels plans sectoriels prévoient un appui humanitaire conforme aux normes SPHERE pendant la phase d'urgence extrême.

Le Plan de contingence actualisé prend également en compte les activités prioritaires de préparation pré-cyclonique telles que le pré-positionnement de vivres et de non vivres. Les opérations clés sur lesquelles reposent la qualité de la collecte des premières informations humanitaires et de la logistique, seront axées sur la distribution rapide de vivres et de non vivres, sur le rétablissement des capacités en matière de santé, d'hygiène, d'assainissement et au niveau des écoles, sur la relance du secteur agricole ainsi que sur les activités qui permettent de réduire au minimum les risques d'insécurité alimentaire.

Sur la base du travail effectué pour le relèvement précoce, il a été également recommandé d'intégrer dans cette mise à jour, les différentes dimensions du processus de relèvement précoce qui doit être initié dès la phase d'urgence : (1) dimension transversale - en intégrant les éléments que sont l'évaluation post-catastrophe, la coordination, la planification stratégique et la programmation du relèvement précoce ; (2) dimension sectorielle - en planifiant, dans les plans sectoriels, des activités spécifiques de relèvement précoce propre aux secteurs ; et (3) dimension inter-sectorielle - en planifiant la mise en place de groupes sectoriels supplémentaires qui couvriraient des aspects de relèvement précoce non pris en compte dans les secteurs déjà existants. Sur ce dernier point, les enseignements tirés de la saison cyclonique 2007-2008 soulignent par exemple la nécessité de programmes/activités de relèvement économique et social (selon le paradigme du « Sustainable Livelihoods ») pour les ménages et communautés touchées.

Note sur les statistiques utilisées :

Pour assurer une cohérence entre le Plan actualisé et les plans sectoriels, les statistiques retenues dans ce document proviennent de documents officiels des différents ministères concernés.



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

2. ANALYSE DU CONTEXTE ET ÉVALUATION DES RISQUES

2.1. Analyse du contexte

a) Contexte physique et climatique

Madagascar est la quatrième plus grande île du monde (superficie totale de 587.041 km²) et compte de nombreuses petites îles périphériques. L'île s'étend sur environ 1.500 km dans sa plus grande longueur et près de 500 km dans sa plus grande largeur. Un plateau central montagneux au climat tempéré, de 800 m à 1.800 m d'altitude - les Hautes Terres -, domine l'île et occupe les deux tiers de sa superficie. Partiellement volcaniques, les montagnes s'élèvent jusqu'à 2.876 m au Maromokotro, dans le Massif du Tsaratanana au nord. La chaîne de l'Ankaratra, dont l'extrémité Nord est située non loin de la ville d'Antananarivo, atteint 2.643 m d'altitude. À l'est, le terrain s'abaisse en pente raide vers une étroite bande côtière au climat tropical chaud en bordure de l'Océan Indien, tandis qu'à l'ouest, il décline doucement vers une plaine côtière plus large bordant le Canal de Mozambique et au climat en général plus aride typique des régions situées sous le Tropique du Capricorne. L'aspect massif du relief et la complexité du système hydrologique ne favorisent pas l'établissement de voies de communication.

Selon le découpage administratif en vigueur, Madagascar compte 22 régions divisées en 119 districts. (Voir **Annexe 1a** : Carte administrative de Madagascar).

La situation géographique, le relief, l'influence maritime et le régime des vents sont à l'origine de conditions climatiques très variées. On distingue principalement deux saisons séparées par deux courtes inter-saisons d'un mois chacune : la saison chaude de novembre à avril, et la saison fraîche de mai à octobre. La pluviométrie est très variable, pouvant aller de 400 mm à 2.300 mm selon les régions. La côte Est demeure la plus arrosée ; elle est aussi la région la plus exposée aux cyclones tropicaux qui se forment dans l'Océan indien. Le sud du pays est moins arrosé et sujet à des périodes de sécheresse.

Les aires cultivables du pays représentent environ 9.500.000 hectares dont seuls 24% sont exploités¹ par divers types de cultures spécifiques à chaque région. L'île compte plusieurs lacs continentaux aux particularités biologiques propres mais qui sont actuellement menacées par la pollution, l'ensablement et la surexploitation).

En saison cyclonique, du mois de novembre au mois d'avril, de très fortes pluies et des vents extrêmes ont pour conséquence une mortalité directe ainsi que des inondations, la destruction des cultures et des infrastructures, des crues soudaines et des glissements de terrain. Les effets secondaires de ces cyclones et inondations sont une augmentation de l'insalubrité et une baisse de la sécurité alimentaire entraînant une augmentation importante de la morbidité, en plus de la dégradation de l'environnement.

Ses conditions physiques et climatiques font de Madagascar un pays fortement vulnérable aux aléas (le premier pays le plus exposé au cyclone en Afrique et 25% de la population totale vit dans les zones à risque), ce qui génère chaque année des situations de crise. Cette vulnérabilité déjà forte est aggravée par un taux élevé de pauvreté (68,7% en 2006), une grande vulnérabilité sociale de la population et des problèmes d'accès à certaines zones - en raison du manque d'infrastructures. La combinaison de ces événements, qui a pour conséquence une augmentation des taux de mortalité et de morbidité, ralentit le développement du pays, et justifie les interventions de préparation, de mitigation et de réponse aux urgences menées par le Gouvernement malgache à travers le BNGRC et ses partenaires. Ces efforts entrent dans le cadre des objectifs fixés dans le Madagascar Action Plan (MAP) – le plan d'action quinquennal de l'Etat malgasy pour 2007-2012, plus particulièrement dans l'Engagement 8 dudit Plan d'action.

¹ Source : Système des Nations Unies Madagascar. *Présentation de Madagascar à la Session du Conseil Economique et Social Assemblée générale des Nations Unies - Juillet 2000 - New York.*



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

b) Contexte politique

Madagascar a retrouvé son indépendance en 1960 après 64 ans de colonisation française. La Première République prend fin en 1972 après un épisode révolutionnaire et le pays, devenu la République Démocratique de Madagascar, s'aligne sur le bloc soviétique. Après la fin de la Guerre Froide, le pays se démocratise à nouveau.

Une nouvelle crise politique éclate en 2001 suite à la contestation des résultats de l'élection présidentielle. La Cour constitutionnelle déclare finalement Marc Ravalomanana vainqueur et il a été réélu en 2006. Le Madagascar Action Plan (MAP) a été adopté au début de ce second mandat, de même qu'un amendement constitutionnel qui autorise le Président de la République à légiférer par ordonnance « en cas d'urgence ou de catastrophe ».

c) Contexte socio-économique

Avec un Indicateur de Développement Humain (IDH) de 0,509, Madagascar entre dans le groupe des pays à développement humain moyen ($0,5 = < \text{IDH} < 0,8$)².

Sa population est estimée à 19 448 815 habitants en 2007, avec une croissance démographique de 3,01%. La mortalité infantile s'élève à 58 pour 1 000³, et l'espérance de vie moyenne à la naissance est de 57 ans⁴. La densité moyenne était de 33 habitants au km², en 2007, les Hautes Terres étant plus densément peuplées que les côtes. Madagascar est classée parmi les pays les moins avancés⁵, à faible revenu et à déficit vivrier. Plus de 68,7 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté⁶.

Le secteur primaire occupe une place essentielle dans l'économie malgache. Bien qu'il mobilise la quasi majorité de la population active de Madagascar (75,4 % de la population active travaille dans le secteur agricole) et contribue pour 80% aux exportations, il ne contribue que pour environ un tiers du PIB. Les principales activités du secteur primaire sont : l'agriculture, avec principalement des cultures vivrières (riz, maïs, patate douce, manioc), des cultures industrielles (coton, canne à sucre) et des cultures d'exportation (notamment la vanille, le girofle et le café) - qui représentent plus du tiers des recettes. L'ancienne province d'Antananarivo regroupe plus des deux tiers des entreprises industrielles du pays. La part du secteur tertiaire (52,4% du PIB en 2006⁷) comprenant le secteur informel est prépondérante à Madagascar. C'est le secteur qui contribue le plus au PIB, à travers ses différentes branches d'activités (tourisme, transport, zones franches, télécommunications, sous-traitance/saisie de données). Le secteur du tourisme est le troisième secteur national pourvoyeur de devises après les épices (vanille et girofle) et la pêche maritime /aquaculture.

Les réseaux de communication et de transport sont faibles. De grandes superficies du pays ne sont joignables que par communication radio et, dans certains cas, par courrier pédestre entre les centres administratifs et les villages environnants. De nombreuses régions du pays sont isolées des routes principales, et parfois complètement coupées du reste du pays pendant les périodes cycloniques. La plupart des infrastructures importantes telles que les voies ferrées, les ports et le réseau routier sont en phase de réhabilitation. Madagascar dispose de six ports long courrier internationaux et de 12 ports de cabotage qui permettent de répondre aux besoins de communication maritime avec l'étranger. Cinquante-sept (57) aéroports sont repartis de manière assez homogène sur l'ensemble du pays (trois aéroports internationaux, 14 aéroports munis de bloc technique et 40 aéroports sans bloc technique). (Voir **Annexe 1** : Cartes des ports, et des aéroports).

Parallèlement au démarrage des grands chantiers d'exploitation d'ilménite à Toalagnaro dans le sud de l'île, un port maritime supposé être un des plus grands de la sous-région de la SADC (dont Madagascar est membre), est en cours de construction pour servir dans un premier temps de port

² Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008

³ Enquête démographique et sanitaire 2004

⁴ CIA World Factbook 2007.

⁵ L'IDH pour Madagascar est de 0.509 (143^e rang sur 177 pays émettant des données).

⁶ Institut National de la Statistique 2006.

⁷ Rapport national de suivi des OMD 2007



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

d'exportation de l'ilménite en question, pour devenir ensuite un port commercial au service de l'économie nationale. De même, dans le cadre de l'intégration régionale à la SADC, un aéroport pouvant accueillir des Boeing 767 est aussi en cours de construction dans la région du Vakinankaratra, une région à vocation industrielle dans le centre du pays.

En ce qui concerne les infrastructures sanitaires, scolaires, d'adduction d'eau potable et d'assainissement, elles sont en très grande insuffisance. En 2006, seulement 38 % de la population de Madagascar ont eu accès à l'eau potable (avec une grande disparité entre le milieu rural et urbain) et 52 % à un système d'assainissement de base. Cette situation a un impact négatif sur la santé de la population en général ainsi que sur ses capacités d'apprentissage et de production. Les maladies diarrhéiques sont la 2^{ème} cause de morbidité et elles atteignent 51% des enfants de moins de cinq ans. Du fait des maladies diarrhéiques, il est estimé une perte de 6 millions de journées de travail par an et de 3,5 millions de journées d'écoles (Source : UNICEF, 2004).

Depuis 2007, des efforts soutenus ont été effectués pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement. Ces efforts ont été ensuite concrétisés par la création du Ministère de l'Eau en 2008.

Grâce à la Politique de l'école obligatoire en cycle fondamental niveau 1 encouragée par la dotation en kit scolaires, la construction de 2000 salles de classe par an, l'allocation de 2000 ariary par élève par le FAFF ou caisse école, le taux de scolarisation est passé de 122 à 124% durant les deux dernières années. Concernant les filles, ce taux est de 123 % en 2008 alors qu'auparavant il n'a pas dépassé les 50%.

d) Sécurité alimentaire

En 2008, Madagascar est considéré parmi les 30 pays⁸ les plus vulnérables à la flambée des prix en raison d'une forte dépendance vis-à-vis des importations de produits pétroliers et de céréales. Par ailleurs, l'état nutritionnel de la population est déjà fragilisé : 42% des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale et 48% de retard de croissance⁹. Madagascar est aussi touché chaque année par des aléas climatiques (cyclones et sécheresses), dont la fréquence et l'intensité s'accroissent et qui risquent d'avoir des conséquences graves sur l'état nutritionnel de la population, et celui des enfants et des femmes en particulier.

L'insécurité alimentaire à Madagascar est également associée à la faiblesse de la capacité de réponse locale qui est souvent entravée par le mauvais état des infrastructures (l'accès routier constitue un problème majeur à travers le pays), et des stratégies de survie limitées accentuent la vulnérabilité de la population face aux catastrophes naturelles. La récente intensification de la fréquence et de l'ampleur des catastrophes naturelles liées au changement climatique mondial ainsi qu'à la dégradation de l'environnement, et plus particulièrement à la perte de la couverture forestière accentuent davantage les niveaux de vulnérabilité et d'exposition de la population.

En tout cas en période post-cyclonique, le risque d'insécurité alimentaire atteint des seuils critiques dans les régions les plus vulnérables du pays (voir Enquête anthropométrique 2008 de l'Office National de la Nutrition - ONN). L'ensablement des rizières et des réseaux hydroagricoles, la destruction de certaines récoltes et des semences, l'inaccessibilité rendue plus grande par la destruction des infrastructures routières et l'augmentation des prix des denrées créent une situation extrêmement défavorable aux ménages les plus vulnérables.

L'insécurité alimentaire saisonnière est beaucoup plus sévère entre le mois de novembre et le mois de mars, c'est-à-dire pendant la période de soudure. Pendant cette phase on enregistre une diminution des stocks alimentaires des ménages, une hausse saisonnière du prix des denrées de base et la chute de production des cultures de rente. Comme la période de soudure coïncide avec la saison cyclonique, l'insécurité alimentaire saisonnière est aggravée par l'impact des cyclones et des inondations.

⁸ Note de référence concernant l'impact des prix mondiaux de produits alimentaires de base sur les groupes de population les plus vulnérables de Madagascar _ Système des Nations Unies.

⁹ Enquête démographique et sanitaire 2004



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

L'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité en milieu rural menée par le PAM en 2005¹⁰ rapporte que 25% de la population rurale est affecté par l'insécurité alimentaire chronique. A ceux-là s'ajoutent 14% qui sont vulnérables à l'insécurité alimentaire liée aux catastrophes naturelles, 6% vulnérables à l'insécurité alimentaire liée aux augmentations des prix, et 3% vulnérables à l'insécurité alimentaire liée au décès du chef de ménage. Il n'y a que 15% de la population rurale qui est en situation de sécurité alimentaire. Les 37% restants sont vulnérables à l'insécurité alimentaire mais à de moindre degré et pour des causes surtout de perturbation de marché ou d'échec de campagne agricole.

e) Facteurs de vulnérabilité

L'impact des catastrophes sur la population, surtout sur les personnes les plus vulnérables, est exacerbé par les facteurs de vulnérabilité suivants :

- la pauvreté : 69,1%¹¹ de la population malagasy vit en dessous du seuil de pauvreté ;
- une croissance démographique et une urbanisation rapides ;
- l'insécurité alimentaire (48% des enfants souffrent de malnutrition chronique¹²) ;
- des infrastructures précaires : faute de moyens matériels et financiers, les pauvres vivent en des endroits exposés à des aléas et construisent des habitations qui n'offrent aucune sécurité en cas de catastrophe ;
- un fort taux d'analphabétisme de 47% pour l'âge de 15 et plus ans¹³ ;
- un accès insuffisant aux centres de santé et à l'eau potable : 1/3 de la population rurale et 2/3 de la population urbaine seulement ont accès à l'eau potable, et seuls 40% consultent un service sanitaire en cas de difficulté ;
- faible revenu des paysans (123 USD par an en 2005¹⁴) dû, entre autres, à peu ou pas d'accès aux informations et aux marchés, au faible niveau d'organisation de la filière agricole et à une faible productivité des sols du fait de la dégradation de l'environnement.

f) Principales urgences connues récemment

En 1997, le cyclone Gretelle a fait 140 morts et touché environ 600.000 personnes, dont 80.000 se sont retrouvées sans abris ; en 2000, le cyclone Eline a fait 130 morts et touché environ 736.000 personnes, dont 10.000 se sont retrouvées sans abris. En mars 1999, une épidémie de choléra provenant de l'Archipel des Comores a sévi à Madagascar depuis la province de Mahajanga au nord-ouest du pays. L'épidémie s'est propagée dans l'ensemble du pays jusqu'en septembre 2001, avec plus de 45.000 cas cumulés, et 2.638 décès. Au début de l'année 2004, les cyclones Elita et Gafilo ont fait 363 morts et plus de 1.000 blessés, touché plusieurs centaines de milliers de personnes en laissant 360.000 sans abris. Les infrastructures et les cultures agricoles ont été largement touchées sur l'ensemble du pays.

La saison cyclonique 2006–2007 a été particulièrement sévère, avec le passage de six systèmes dépressionnaires de type cyclonique ou tempête tropicale. Quatre d'entre eux ont directement frappé le pays et touché au total plus de 2 millions de personnes dans le nord, le nord-ouest et l'ensemble de la côte Est, faisant près de 180 morts et un très grand nombre de blessés et détruisant presque toutes les infrastructures routières du nord du pays.

¹⁰ Madagascar Comprehensive Food security and Vulnerability Analysis, WFP Madagascar 2005

¹¹ Analyse de la Conjoncture socio-économique de la pauvreté à Madagascar. Situation 2005-2008 et perspectives. UNDP 2008

¹² Enquête Démographique et Sanitaire (EDS) 2006.

¹³ Rapport national de suivi des OMD - 2007

¹⁴ Madagascar Action Plan



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

En 2008, trois systèmes dépressionnaires ont frappé Madagascar - dont Ivan qui était de degré 4 - et ont touché 525.000 personnes. Les dommages et pertes économiques engendrées sont estimés à 333 millions de dollars US.

Le tableau ci-après¹⁵ donne un aperçu des plus importants aléas climatiques qui ont frappé Madagascar ces 30 dernières années :

Aléa	Année	Personnes affectées
Cyclone	2008	524 153
Cyclone	2004	988 139
Sècheresse	2002	600 000
Cyclone	2002	526 200
Cyclone	2000	736 937
Cyclone	2000	369 272
Cyclone	1997	600 000
Cyclone	1994	540 043
Sècheresse	1988	950 000
Sècheresse	1981	1 000 000

g) Risques identifiés

Le pays fait face à une large gamme d'aléas hydrométéorologiques (fortes pluies, cyclones, sécheresses). De par sa topographie très variée, il est également sujet à une géodynamique particulièrement accentuée qui est à l'origine d'inondations, de glissements de terrain et d'éboulements fréquents. En outre, les aléas sismiques ne peuvent pas être écartés.

Aléas hydrométéorologiques

Même en l'absence de cyclones, des inondations surviennent ; inondations qui ne détruisent pas seulement les récoltes sur pied ainsi que les biens et infrastructures, mais qui ensablent également les aires agricoles, exposent les ménages à différentes maladies diarrhéiques liées à la consommation et à l'utilisation d'eau insalubre ainsi qu'au manque d'hygiène.

Les systèmes cycloniques se développent vers le milieu ou l'Est du Bassin de l'Océan indien, en général dans une zone comprise entre 50 et Zéro degrés de longitude Est par Zéro à 15 degrés de latitude Sud. Renforcés par les conditions de température de l'Océan, ces systèmes se développent en tempêtes tropicales de plus en plus intenses, tout en se dirigeant vers l'ouest en fonction des fronts.

Une étude conduite en 2008 par la Direction de la Météorologie prévoit les phénomènes suivants pour les 50 prochaines années : (1) les températures augmenteront ; (2) les quantités de pluies augmenteront sur une grande partie de Madagascar sauf sur le versant Est et Sud-Est ; (3) le nombre de jours secs augmentera ; (4) le début des pluies connaîtra des retards ; (5) les fortes pluies seront fréquentes ; et (6) l'intensité des cyclones touchant Madagascar augmentera avec un léger déplacement des trajectoires vers le nord.

Sécheresse

La bande sahéenne australe couvre la partie sud de Madagascar. Les conditions climatiques arides en temps normal sont aggravées, certaines années, par les changements de climatologie marine au niveau du Canal du Mozambique. Des périodes d'importantes sécheresses récurrentes touchent les communautés des zones littorales et intérieures avec pour conséquence une forte aggravation des indicateurs de santé de la population. Le très faible développement des infrastructures, la grande vulnérabilité des populations et l'inadaptation de certaines pratiques de protection augmentent encore plus l'impact des périodes de sécheresse.

Aléa sismiques et risques de tsunami

¹⁵ EM-DAT (Emergency Event Database) : The OFDA/CRED International Disaster Database



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

L'Institut et observatoire géophysique d'Antananarivo (IOGA) relève que Madagascar se trouve bien à portée de vagues provenant d'événements telluriques survenant le long de la faille de Sumatra, l'île est cependant protégée par une barrière corallienne. L'éventualité de la survenue d'un tsunami majeur semble donc écartée. Et si de nombreux séismes de faible magnitude secouent certaines régions du pays, les conséquences éventuelles d'un séisme plus important (glissements de terrain, effondrements, etc.) ne sont cependant pas à écarter.

Risques de catastrophe anthropique et accidents majeurs connexes

Même si Madagascar n'a pas connu jusqu'ici de catastrophes majeures causées par l'action humaine - du fait de la faible concentration des populations, de sa faible densité industrielle et du manque d'infrastructures modernes -, les risques de catastrophe liés au développement économique sont toutefois en augmentation. La valeur des pertes économiques potentielles augmente aussi de pair avec l'investissement accru dans les infrastructures. Parmi les risques majeurs qui menacent les pays en développement en général figurent les incendies dans les grands immeubles et les risques technologiques, notamment ceux causés par le transport, la manutention et le stockage de matériaux et de produits dangereux.

Les incendies détruisent parfois des marchés entiers dans les grandes villes du pays mais leur impact – fort heureusement – ne va pas encore au-delà des dégâts matériels. En 1998 par exemple, un incendie s'est déclaré à l'usine de Höchst dans la capitale, incendie suivi d'une explosion chimique dans les entrepôts. Il ressort d'un rapport émis par l'Office national pour l'environnement (ONE)¹⁶ en mai 1999 que les populations voisines ont montré des signes d'empoisonnement toxique. L'incendie a eu également des impacts considérables sur l'environnement, du fait des pesticides produits par l'usine. Pour Hoechst et l'Etat malagasy, le coût économique des pertes a été évalué à environ 6 milliards de francs malagasy (1 million de dollars US à l'époque). En tout cas en 2008, des incendies sont survenues dans 13 régions du pays - tout le littoral Est, les hautes terres et le sud -, incendies qui ont eu une incidence sur 3.331 personnes.

Les feux de brousse, qui sont presque toujours déclenchés volontairement (en raison de l'insécurité rurale et de certaines pratiques culturelles traditionnelles), sont un phénomène destructeur sur les hauts plateaux. Ils fragilisent les sols, les rendent plus vulnérables à l'érosion, augmentent la fréquence des glissements de terrain et la disparition des terres arables, et enfin contribuent, sur le long terme, aux changements climatiques.

Pour ce qui est du transport, de la manutention et du stockage de matériaux et produits dangereux, les écoulements d'hydrocarbures (« marées noires ») sont pris en compte par un office spécialisé – l'OLEP (Organe de lutte contre l'événement de pollution marine par les hydrocarbures en mer) – et lors des accidents enregistrés, des réponses ont été apportées par les moyens présents à Madagascar ou par des moyens que les pays voisins ont mis à la disposition de Madagascar. Le principe du « pollueur payant » a été en outre adopté.

Epidémies

- En plus du risque de choléra qui reste présent dans le pays, il y existe également des foyers de peste. Signalée dès la première moitié du 20^{ème} siècle, la peste reste présente sur les hautes terres sous forme endémo-épidémique ou sporadique.
- En plus du paludisme, les arboviroses de type « dengue » et « chikungunya » demeurent des causes majeures de morbidité et de mortalité.
- Les ICAM (Intoxication par consommation d'animaux marins) collectives sont surtout présentes dans les villages côtiers du littoral Est mais elles sont en nette diminution depuis les années 90.
- La fièvre de la Vallée du Rift, qui est réapparue en 2008 après sa dernière apparition en 1979, a fait 20 morts rapportés. Une réflexion est en cours sur l'élaboration d'un plan de contingence à part sur les pandémies.
- La grippe pandémique dérivant de la grippe aviaire (H5N1) fait partie des risques encourus par le pays, et cette menace a été analysée et prise en compte dans un plan de contingence tout à fait distinct.

¹⁶ Office national pour l'environnement



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

h) Capacité locale d'adaptation et de réponse

La capacité d'adaptation de la population se mesure à son aptitude à atténuer l'impact d'un aléa. Cette capacité varie énormément en fonction du niveau de préparation de la population locale, de la fragilité de l'environnement, de la diversité des activités génératrices de revenus et de l'état des infrastructures routières et sociales. Les capacités d'adaptation sont évaluées sur une échelle allant de « très faible » à « très importante » et permettent d'identifier les populations qui n'ont pratiquement pas les moyens de faire face aux chocs externes et celles qui au contraire peuvent adapter facilement leur modes de consommation pour compenser les pertes. Dans son ensemble, Madagascar reste très vulnérable aux chocs. Si les impacts directs sont relativement limités (mortalité directe plutôt faible en comparaison avec d'autres pays et reconstruction/réhabilitation rapide des habitations), les impacts indirects à moyen et long terme influent cependant grandement sur la vulnérabilité des ménages déjà en situation de précarité.

Depuis 1996 et les débuts de la réflexion sur une Stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes à Madagascar, le Gouvernement malagasy et ses partenaires¹⁷ opèrent suivant une logique de prévention et de préparation pour optimiser la réponse aux catastrophes naturelles. La Primature et le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation en sont les points d'ancrage décisionnel et sont chargés de la coordination des actions des partenaires. Certains ministères ont développé leurs propres capacités de réponse (le Service d'urgence Catastrophe du Ministère de la Santé, le Corps de la Protection Civile (CPC), la Direction des entretiens routiers, les Forces de développement du Ministère de la Défense, la Cellule d'urgence du Ministère de l'Education nationale, le Fonds de réponse aux catastrophes au sein de certains ministères, etc.).

La capacité de réponse du Gouvernement est parfois limitée par le contexte économique et géographique, bien qu'il y ait une volonté politique réelle de mobiliser plus de ressources et d'optimiser l'action humanitaire.

2.2. Risques retenus pour le plan de contingence

Les risques suivants ont été identifiés : les risques majeurs auxquels Madagascar pourrait être confronté pendant les six prochains mois de la saison cyclonique 2008-2009, ainsi que la probabilité d'occurrence de ces risques pendant lesdits six prochains mois.

Cette identification s'est faite sur la base des aléas déjà répertoriés pendant le premier atelier d'élaboration du Plan de contingence de 2007-2008, aléas dont l'inventaire a été mis à jour à partir de la prévision météorologique pour Madagascar effectuée par la Direction de la Météorologie et qui a été publié au niveau sous-régional en Afrique¹⁸. Cette prévision météo souligne que les conditions de formation cyclonique seront plus favorables pendant la première moitié de la saison cyclonique 2008-2009 (d'octobre à décembre 2008) mais dans le contexte de réchauffement climatique actuel, les risques d'occurrence de cyclones tropicaux de forte intensité sont élevés et le nombre moyen annuel de cyclones tropicaux frappant Madagascar reste inchangé (entre trois et quatre par an) mais l'intensité de ces cyclones serait plus forte et plus violente, ce qui provoquerait des précipitations normales à abondantes sur la moitié nord et sur toute la côte Est de l'île entre octobre et décembre 2008, et des précipitations déficitaires entre janvier et mars 2009 sur l'ensemble du pays.

¹⁷ Le PNUD et le Système des Nations Unies, les bailleurs institutionnels, la Banque Mondiale et le FMI, et les ONG CARE, Médair, CRS et la Croix-Rouge.

¹⁸ Atelier régional de formation à la planification de la préparation aux inondations et aux cyclones en Afrique australe, atelier tenu du 13 au 15 octobre 2008.



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Probabilité globale d'occurrence	Probabilité chiffrée d'occurrence	Aléa / catastrophe
Très probable	Probabilité de près de 100% dans l'année	- Cyclone - Inondation
Probable	entre 10% et 100% de probabilité dans l'année, et au moins une chance dans les dix prochaines années	- Sécheresse qui touche assez régulièrement la partie australe de l'île. - Épidémies importantes (par le taux d'attaque et/ou la létalité) touchant une grande ville ou s'étendant à une ou plusieurs régions du pays (type épidémie de choléra de 1999, grippe en 2002, ou flambées d'arboviroses de Toamasina en 2006); - Crise nutritionnelle qui même en absence d'aléa climatique, pourrait toucher une partie des régions vulnérables à l'insécurité alimentaire.
Possible	entre 1% et 10% de probabilité dans l'année, et au moins une chance dans les cent prochaines années	- Incendie majeur qui devient de plus en plus fréquent aussi bien dans les milieux urbains que ruraux, et pourrait détruire des centaines de maisons. - Invasion acridienne - Tsunami - Pandémie due à un nouvel agent infectieux (type grippe pandémique); - Catastrophe de transport de personnes (aérienne notamment) - Tremblement de terre. - Intoxications alimentaires collectives touchant un nombre important de membres d'une communauté : toxi-infections, intoxications chimiques, consommations d'animaux marins (ICAM - Intoxication par consommation d'animaux marins)
Peu Probable	moins de 1% de probabilité dans l'année, ou moins d'une chance dans les cent prochaines années	- Catastrophes industrielles (type Seveso) - Crise complexe

3. SCENARIO RETENU POUR LE PLAN DE CONTINGENCE

Les participants ont retenu deux scénarios :

Scénario 1 - Aléas les plus probables : les cyclones et les inondations qui les suivent. Les zones identifiées comme les plus vulnérables sont sur la côte Est (les régions de Sava, d'Analanjirifo, d'Atsinanana, de Vatovavy Fitovinany et d'Atsimo Atsinanana), au nord-ouest (les régions de Diana, de Sofia, de Betsiboka et de Boeny), sur la côte Ouest (les régions du Melaky et du Menabe) et la partie centrale de l'île (la région d'Analamanga - notamment la Plaine d'Antananarivo - et celle d'Alaotra Mangoro).

Scénario 2 - Aléas probables : la sécheresse. Les zones identifiées sont les régions de l'extrême sud de Madagascar (les régions d'Androy, d'Anosy, d'Atsimo Andrefana et d'Ihorombe). Ce deuxième scénario fera l'objet d'un plan de contingence à part qui sera élaboré ultérieurement.



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Le premier scénario sur les cyclones et les inondations, qui n'est que la mise à jour du scénario retenu pour le Plan de contingence de 2007-2008, a été élaboré à partir des prévisions météorologiques pour la saison cyclonique 2008-2009 et des expériences des années précédentes. Il est présenté dans le tableau ci-dessous et axé sur deux phases : (1) la phase d'urgence et (2) la phase de relèvement. Au cours du processus d'actualisation du Plan de contingence, il a été demandé aux groupes sectoriels (GS) de porter une attention particulière aux thèmes transversaux tels que le VIH/SIDA, le genre, le relèvement précoce et l'IEC ainsi qu'aux cinq priorités du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015. Les plans sectoriels présentés dans l'**Annexe 3** ont été rédigés en conséquence.

Un exercice de simulation de réponse aux catastrophes en grandeur nature, axée sur le thème « inondation », a été organisée par le Corps de Protection Civile (CPC) et le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) avec le soutien technique et financier du Bureau du Coordonateur Résident du Système des Nations Unies, du PNUD, de l'UNFPA, de l'OMS et de l'UNICEF. Cet exercice s'est déroulé à Mampikony (un des districts identifiés dans le scénario) sur la zone nord-ouest de Madagascar entre le 27 et le 30 novembre 2008.

Cet exercice a entre autre permis de tester en grandeur nature les capacités de réponses nationales et surtout locales, les planifications sectorielles ainsi que les mécanismes de coordination et de collaboration inter-institutionnelle. Compte tenu de l'importance de la télécommunication pendant la phase d'urgence, il est important de signaler la participation active de la société de téléphonie mobile Telma qui a simulé le rétablissement rapide de ses réseaux de télécommunication par l'installation d'une radio BLU mobile. Y ont participé en tant qu'acteurs, les ministères présidents des secteurs (pour la première fois : éducation, santé, eau et assainissement, habitat et logistique), l'UNICEF, l'OCHA pour le Bureau du Coordonateur Résident pour les Nations Unies, le PNUD, l'OMS, le PAM, l'UNFPA, la Croix Rouge Malgache, les ONGs (Médair), les secteurs privés (Aguasûre, TELMA), le comité local de GRC ainsi que les régions/districts voisins (Boeny, Betsiboka).

Les enseignements tirés de cet exercice ont été capitalisées pour la finalisation du présent Plan de Contingence, notamment les plans sectoriels.

Situation d'urgence : Passage de cyclones touchant toute la côte Est de Madagascar, les régions du nord-est et ouest et entraînant des inondations dans la partie centrale de Madagascar (cf. Annexe 1. Carte du scénario)	
Conséquences humanitaires et en infrastructures (socio-économiques et de production) potentielles	Hypothèse de planification
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmentation de la mortalité et de la morbidité. ✓ Augmentation des populations vulnérables (ENA, femmes chefs de ménages, malades, handicapés, blessés) ✓ Besoin pressant d'accès aux services de base (eau potable, nourriture, abris, éducation, santé) ✓ Augmentation du risque épidémique de choléra, rougeole, maladies diarrhéiques, méningite, fièvres, etc. ✓ Dégradation des moyens économiques et sociaux de la population locale : route, piste, ponts, écoles, centres de santé ✓ Inondation et ensablement des terrains agricoles ✓ Inondation des grandes agglomérations (plaine d'Antananarivo) et les agglomérations du versant ouest du Lac Alaotra, entraînant plusieurs milliers des gens sans abri. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 600 000 personnes affectées, dont 200 morts, 150 blessés et 100 disparus ✓ Assistance immédiate prévue pour 60 000 personnes sur une durée de 2 fois 15 jours. ✓ 100 ponts, 600 salles de classe, 50 centres de santé endommagés ; 1 centre hospitalier submergé ; 5% des routes nationales et 30% des routes secondaires impraticables ; réseau ferroviaire interrompu ; quelques aéroports impraticables pendant un certain temps ✓ 30 à 40% des pertes en agriculture

Ce scénario global ne s'applique pas au cas de la Plaine d'Antananarivo (voir le tableau ci-après). Les problèmes de cette plaine sont surtout considérés comme étant d'ordre humanitaire car ils sont liés au



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

déplacement temporaire d'une frange de la population urbaine. Aussi, tous les secteurs ne sont-ils pas systématiquement concernés.

SECTEUR	HYPOTHESE DE PLANIFICATION POUR LA PLAINE D'ANTANANARIVO
Eau, Assainissement et Hygiène (WASH)	20.000 personnes, soit 4.000 ménages, sont installées dans les sites d'hébergement, et 10 centres de santé et 20 écoles primaires sont inondées : tout cela nécessite des approvisionnements en eau potable et des services d'hygiène/assainissement pendant 1 mois.
Education	10.000 élèves de l'enseignement primaire sont privés de cours dans 20 écoles primaires inondées : les classes/cours doivent reprendre immédiatement.
Habitat	20.000 personnes doivent être hébergées dans des abris temporaires pendant 1 mois.
Santé	20.000 personnes sont accueillies dans des sites d'hébergement et ont besoin d'assistance sanitaire immédiate pendant 1 mois.

4. OBJECTIFS

Le présent Plan de contingence, comme le sont les plans de réponse sectoriels, a été élaboré conformément à l'esprit de la Charte de l'action humanitaire qui réaffirme le droit des populations victimes de catastrophes à la protection, à l'assistance et à vivre dans la dignité¹⁹.

Ce Plan a pour but d'identifier les actions à mener :

- Dans le cadre de la préparation de la réponse : désignation des points focaux ; identification des équipes d'évaluation ; identification des besoins et des manques, du stockage, du pré-positionnement des moyens de réponse ; calcul de coûts initiaux ; identification des bénéficiaires potentiels ; et actions d'information et de formation pour l'atténuation des impacts.
- Dans le cadre de la gestion de la réponse :
 - Organisation des premières évaluations d'urgence puis de la réponse immédiate pour restaurer des conditions de vie convenables aux populations (selon les normes nationales et/ou internationales).
 - Planification et coordination du processus de relèvement précoce qui, en renforçant le travail des humanitaires (en commençant dans la phase d'urgence) et en posant des fondations solides pour le développement (en stabilisant la situation et en accélérant le retour à la vie normale d'avant-crise), a pour but de :
 - ✓ suppléer aux opérations d'assistance humanitaire déjà en cours pour veiller à ce que les ressources injectées favorisent une certaine autonomie et un développement socio-économique chez les populations touchées ;
 - ✓ promouvoir les initiatives spontanées des populations touchées en s'assurant qu'elles soient viables et qu'elles puissent éviter les futurs risques ; et
 - ✓ poser les bases d'un relèvement à long terme.
- Dans le cadre de la gestion de la situation d'après-crise : continuum, suivi et évaluation de la qualité des programmes menés ; évaluations du niveau de relèvement.

¹⁹ Charte Humanitaire SPHERE, basée sur les principes et les dispositions du droit humanitaire international, du droit international, des Droits de l'Homme, du droit relatif aux réfugiés et du « Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les organisations non gouvernementales (ONG) lors des opérations de secours en cas de catastrophe ».



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

4.1. Objectifs généraux

Les sept plans sectoriels qui sont présentés en **Annexe 3** visent à permettre la mise à disposition immédiate de moyens de réponse aux besoins les plus urgents. Les secteurs couverts sont les suivants : Santé ; Nutrition et Sécurité alimentaire ; Agriculture ; Eau et Assainissement ; Education ; Logistique ; Habitat.

Les objectifs communs des Groupes sectoriels (GS) sont :

- la coordination opérationnelle et stratégique des partenaires par secteur ;
- une bonne connaissance de la population vulnérable et de ses besoins ;
- la mise en commun des ressources et informations pour les évaluations et les enquêtes ; et
- l'inventaire commun des capacités et ressources disponibles.

En plus de ces objectifs communs, chaque GS a identifié des objectifs spécifiques conformes à ses activités propres :

- *Le GS Agriculture* relance le secteur de la production alimentaire (élevage, pisciculture, infrastructures agricoles, équipement et outillages, cultures de bas-fonds) des ménages après la catastrophe. La réhabilitation des réseaux hydro-agricoles et des circuits d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits est également une activité prépondérante.
- *Le GS Eau et Assainissement* assure l'accès des sinistrés à l'eau et à l'assainissement. La réduction des risques d'apparition et de propagation des maladies à transmission vectorielles dans les zones touchées est également une activité vitale.
- *Le GS Education* assure le rétablissement de conditions acceptables à la reprise des cours niveau de l'enseignement primaire, secondaire et technique dans les zones touchées par les catastrophes. Ce processus aide à protéger davantage les enfants et à appliquer leurs droits à l'éducation (Déclaration de Dakar pour l'École primaire pour tous ou EPT).
- *Le GS Santé* réduit la mortalité et la morbidité chez les populations susceptibles d'être touchées par les inondations et les cyclones en diminuant leur vulnérabilité et renforçant la capacité des acteurs humanitaires évoluant dans le domaine sanitaire.
- *Le GS Nutrition et Sécurité alimentaire* se prépare à éviter une détérioration du statut nutritionnel de la population touchée par les cyclones/inondations, en répondant aux besoins alimentaires immédiats des ménages qui n'ont plus accès à la nourriture et en renforçant la prise en charge précoce de la malnutrition aigue par les structures de routine.
- *Le GS Logistique* appuie les autres groupes sectoriels pour que toutes les opérations de secours d'urgence puissent optimiser l'utilisation de tous les moyens logistiques possibles.
- *Le GS Habitat* veille à ce que les populations touchées aient, dans les meilleurs délais, des abris adaptés aux contraintes climatiques existantes, en fournissant des logements temporaires aux sans-abris et en soutenant les efforts menés par les populations touchées pour reconstruire ou réhabiliter leurs habitations, tout en promouvant l'adoption de normes et standards adaptés aux conditions climatiques spécifiques à chaque région.

A noter que le cadre stratégique du relèvement précoce à Madagascar, cadre élaboré en 2008 pour la période mai 2008 – 2009, formule l'objectif général de ce processus comme suit :

« L'objectif stratégique de relèvement précoce à Madagascar est de restaurer et de renforcer les capacités des communautés et des autorités à mener une réponse humanitaire qui appuie le développement sur le long terme. »

Cet objectif s'applique ensuite aux secteurs humanitaires existants pour la coordination du relèvement précoce dans la réponse (voir « Cadre stratégique du relèvement précoce à Madagascar, mai 2008 – 2009 »)



MADAGASCAR 2008 – 2009

Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Pour optimiser ces actions, les éléments suivants ont été identifiés : capacités de pré-positionnement, infrastructures, moyens de transport, les fréquences radio utilisées par les partenaires.

(Voir : **Annexe 1** - Carte des magasins de stockage ; **Annexe 5** - Fréquences radio ; **Annexe 8** - Infrastructures : Aéroports, Ports, Axes routiers ; et **Annexe 9** - Transports : Offres ferroviaires, aériennes, maritimes et routières - en cours de finalisation)



MADAGASCAR 2008 – 2009

Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

4.2. Objectifs opérationnels

Le tableau ci-après reprend les objectifs opérationnels ainsi que les actions pouvant être menées par chaque groupe sectoriel avant et après le cyclone et/ou l'inondation. Les détails de ces actions sont fournis dans l'**Annexe 03** – Plans de réponses sectorielles.

Secteur d'intervention	Objectif opérationnel	Contribution des partenaires à l'objectif	
		Avant le cyclone et/ou l'inondation	Après le cyclone et/ou l'inondation
Agriculture	<p>Relance Agricole suite à aléa (<i>Elevage, Pisciculture, Infrastructures Agricoles, Equipement et outillages, Cultures de Bas</i>), et réhabilitation des réseaux hydro agricoles (traditionnels), des circuits d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits.</p> <ul style="list-style-type: none">- Rétablir les capacités matérielles de production pour la saison suivante (semences, intrants, petit matériels agricoles)- Rétablir les étangs de pisciculture ; disponibilité d'alevins et équipements de pêche- Rétablir le cheptel de base (ovins, caprins, bovins, porcins) et du petit élevage (volailles, petits mammifères, apiculture)- Rétablir les réseaux des aménagements hydro agricoles, en priorisant les réseaux traditionnels endommagés (barrages et canaux en terre, siphon en bois, etc.)- Rétablir les principales pistes rurales d'approvisionnement des marchés pour la reprise des circuits des produits agricoles, essentiellement de rente (litchi, banane, vanille, poivre et café)- Faire une enquête sur la sécurité alimentaire afin de prévoir une éventuelle crise ou difficulté alimentaire pour les prochains mois- Faire un diagnostic des productions au moment de la récolte	<ul style="list-style-type: none">- Coordination des partenaires.- Calcul des besoins.- Approche relationnelle avec les bailleurs, les fournisseurs.- Préparation logistique et opérationnelle.- Formation des techniciens.- Préparation des actions et évaluations.- Capitalisation des données et informations.	<ul style="list-style-type: none">- Evaluation et analyse.- Distribution des intrants pré-positionnés et implémentation du programme de relance.- Enquête de diagnostic de production.
Eau et Assainissement	<ul style="list-style-type: none">- Assurer l'accès des sinistrés à l'eau et à l'assainissement- Réduire les risques d'apparition et de propagation des maladies à transmission vectorielles dans les zones affectées- Satisfaire les besoins en eau potable d'au moins pour 120 000 personnes dont 100 000 hors Tana et 20 000 Tana (20%) affectées pendant 15 jours- Approvisionner en eau en quantité suffisante pour satisfaire les besoins en hygiène et assainissement pour au moins 120 000 personnes affectées pendant 15 jours	<ul style="list-style-type: none">- Coordination des intervenants.- Centralisation des données relatives aux lieux d'évacuation et aux capacités d'accueil.- Préparation logistique et stratégique.- Préparation des évaluations d'urgence.	<ul style="list-style-type: none">- Evaluation rapide.- Coordination avec les intervenants et programmes partenaires.- Zonage des actions, cartographie- Réponse : promotion de l'hygiène, approvisionnement



MADAGASCAR 2008 – 2009
Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur d'intervention	Objectif opérationnel	Contribution des partenaires à l'objectif	
		Avant le cyclone et/ou l'inondation	Après le cyclone et/ou l'inondation
Eau et assainissement (suite)	<ul style="list-style-type: none">- Doter des matériels de pompage pour éliminer les flaques d'eau et/ou eau stagnante- Collaborer avec le cluster habitat pour le nettoyage des canaux d'évacuation et drainage d'eau usées et assainissement des villages (système HIMO)- Doter d'au moins 680 latrines (kit latrines) pour l'ensemble des abris communs.- Assurer des meilleures conditions d'hygiène à la population affectée	<ul style="list-style-type: none">- Identification des ressources mobilisables.	<ul style="list-style-type: none">- en eau potable et sensibilisation sur le VIH SIDA- Evacuation des excréments,- Gestion des déchets.- Elimination des flaques d'eau et eau stagnante- Assainissement du village et/ou quartier
Santé	<p>Réduire la mortalité et la morbidité au sein d'une population de 600.000 affectés</p> <ul style="list-style-type: none">- Assurer la prévention et la prise en charge des traumatismes liés au cyclone et à l'inondation- Assurer la prévention et la prise en charge des principales maladies à potentiel épidémique- Renforcer la capacité des centres de soins des zones affectées à assurer la continuité des services de santé de base- Renforcer, de manière transversale, la protection contre la transmission du VIH/Sida pendant les périodes où le risque est augmenté.	<ul style="list-style-type: none">- Sensibilisation et formation.- Coordination des partenaires.- Inventaire des moyens existants.- Formation et remise à niveau des personnels de santé.- Pré- positionnement de kits d'urgence.- Activation, maintien du système d'alerte épidémique. Mapping des risques.- Préparation des équipes médicales d'urgence.- Intégration d'une prise en compte du VIH/Sida dans les plans de réponse.- Pré stockage de PEP Kits.	<ul style="list-style-type: none">- Assurer les éventuelles évacuations sanitaires.- Evaluations initiales.- Déparasitage des enfants, prise en charge des sinistrés, désinfection, désinsectisation.- Mise en place des COINTRO et de la surveillance épidémiologique.- Vaccination rougeole 100% pour les enfants >6 mois à <15 ans.- Distribution de moustiquaires.- Mise en œuvre d'activités pour les populations vulnérables.- Mise à disposition de préservatifs.
Nutrition et Sécurité Alimentaire	<p>Eviter une détérioration du statut nutritionnel de la population affectée par le cyclone et/ou l'inondation</p> <ul style="list-style-type: none">- Répondre aux besoins alimentaires immédiats des ménages ayant perdu leurs moyens d'accès à la nourriture	<ul style="list-style-type: none">- Coordination des partenaires.- Préparation des évaluations.- Pré- positionnement de vivres.- Création de bases de données	<ul style="list-style-type: none">- Evaluations.- Listing des bénéficiaires.- Coordination avec les autres GS impliqués dans le pourvoi



MADAGASCAR 2008 – 2009
Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur d'intervention	Objectif opérationnel	Contribution des partenaires à l'objectif	
		Avant le cyclone et/ou l'inondation	Après le cyclone et/ou l'inondation
Nutrition et Sécurité Alimentaire (suite)		<ul style="list-style-type: none"> - population. - Définition des paquets minimum d'intervention. Identifier les partenaires. - Préparation logistique et stratégique. - Mise en place de protocoles d'accord. - Cartographie des zones d'intervention et de vulnérabilité. Inventaires des commodités disponibles. 	<ul style="list-style-type: none"> - de service. - Acheminement des vivres et distribution. - Enquête de sécurité alimentaire et Nutritionnelle. Mise en place d'activités de secours et de relèvement.
Education	- Disposer les premières informations sur les dégâts dans les 72 heures	- Assurer l'envoi des informations par les Services Techniques Déconcentrés	- Communiquer les données statistiques sur les dégâts au niveau CISCO
	- Assurer les petites réparations des salles de classe et des équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir dans le programme d'emploi de la caisse école les petites réparations (Directeurs des écoles, FAFF, FRAM) - Vérifier l'état des salles de classe et des équipements 	- Réaliser les petites réparations
	- Mettre à disposition des salles de classe temporaire	- Pré-positionner les équipements et les matériels pour les salles de classe temporaire, identifier le lieu d'implantation	- Installer les salles de classe temporaire
	- Assainir rapidement les salles de classe et l'environnement scolaire	- Intégrer dans les modules de formation en GRC le volet eau et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à l'assainissement, à la désinfection avant la reprise des cours. - Mettre en place des kits Wash
	- Opérationnaliser le dispositif pour la pédagogie d'urgence	- Consolidation des acquis des enseignants en matière d'organisation pédagogique d'urgence.	- Appliquer des classes multigrades : fonctionnement à temps partiel, organisation des cours de rattrapage.



MADAGASCAR 2008 – 2009
Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur d'intervention	Objectif opérationnel	Contribution des partenaires à l'objectif	
		Avant le cyclone et/ou l'inondation	Après le cyclone et/ou l'inondation
Education (suite)	- Mettre à disponibilité les kits scolaires d'urgence	- Pré-positionner des kits d'urgence scolaire (Fournitures scolaires, School in a Box, Récréation Kit...)	- Identifier les élèves ayant perdu leurs fournitures scolaires, distribuer les kits et en assurer le suivi
	- Disposer les données statistiques au plus tard deux mois après la catastrophe	- Organiser la formation des acteurs éducatifs sur la collecte des données spécifiques éducation. En assurer le pré-positionnement des fiches de collecte.	- Traiter et consolider les informations puis les mettre à disponibilité au niveau des partenaires pour la réhabilitation et la reconstruction.
	- Faire la préparation psycho - social pour le retour a la vie scolaire	- Identifier les institutions spécialisées en matière d'accompagnement psycho - social.	- Assurer l'accompagnement psycho-social avec les mesures de mise en œuvre : child friendly space, soutien nutritionnel.
	- Poursuivre le renforcement des capacités en GRC des acteurs éducatifs en milieu déconcentrés : enseignants, chefs ZAPs, équipe des Cisco et des DREN.	- Organiser la formation des acteurs éducatifs en matière de GRC - Renouveler l'édition des manuels élèves et les guides pour les maîtres - Initier les actions de reforestation.	- Formation à mettre en œuvre pour les zones OUEST, SUD OUEST, CENTRE - Assurer le dispatching des manuels et des guides au niveau des écoles n'ayant pas encore reçu leur part.
	- Plaidoyer la mise en place de la filière de GRC au niveau de l'enseignement supérieur	- Mobiliser et sensibiliser les partenaires du MEN (enseignement supérieur) pour la mise en place de la filière et la conception des modules de formation.	
	- Faire le suivi et l'évaluation des activités réalisées	- Planifier les actions	- Assurer la mise en œuvre et établir le rapport
Logistique	Soutien et appui pour que toutes les opérations d'évaluation et de secours d'urgence puissent optimiser l'utilisation de tous les moyens logistiques possibles.	- Inventaire des moyens de transport disponibles et relation avec les fournisseurs par zone géographique.	- Coordination des partenaires logistiques. - Evaluation de l'impact et des besoins.



MADAGASCAR 2008 – 2009
Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur d'intervention	Objectif opérationnel	Contribution des partenaires à l'objectif	
		Avant le cyclone et/ou l'inondation	Après le cyclone et/ou l'inondation
Logistique (suite)	<ul style="list-style-type: none">- Inventorier et actualiser un maximum d'offres en matière de logistique, selon les disponibilités et les capacités de rendre services.- Mettre à la disposition de tous les autres secteurs les informations les plus actualisées possibles sur les offres existantes.- Participer aux différentes évaluations- Appuyer et faciliter l'acheminement des moyens humains et matériels sur le terrain en temps opportun, en qualité et en quantité, au meilleur coût, et au bon endroit ; avec un minimum de risque possible. (procédure de dédouanement...)	<ul style="list-style-type: none">- Inventaire de la capacité routière par zone géographique.- Coordination des opérations de pré- positionnement.- Inventaire des capacités de stockage de fuel par zone géographique.- Faire une convention de prix avec les fournisseurs de biens et services (transport, ...).- Solliciter les autorités compétentes locales à recourir à la réquisition en cas de nécessité.	<ul style="list-style-type: none">- Mise à jour des capacités logistiques par zone géographique- Partage d'un bulletin d'information (capacités logistiques, publication des états de stocks...)- Facilitation de la coordination des opérations logistiques.- Support au BNGRC pour coordonner les demandes d'aides extérieures.
Habitat	<ul style="list-style-type: none">- Fournir des logements temporaires aux sans abri- Promouvoir les normes et standards adaptés aux conditions climatiques spécifiques de chaque région (normes anticycloniques...).	<ul style="list-style-type: none">- Identifier structures en dur disponibles (Eglises, Mairies, maisons familiales, etc) ;- Identifier les sites potentiels d'hébergement sécurisés et disponibles sur lesquels des tentes peuvent être montées (espace sportifs, espaces non inondables...)- Inventorier les stocks d'abri temporaires disponibles au niveau local, national voire régional.	<ul style="list-style-type: none">- Evaluer les dégâts en termes d'abris- Appuyer les populations affectées dans leur efforts de reconstruction / réhabilitation de leurs habitats.- Recenser les abris à réhabiliter /reconstruire- Réaliser des projets de relèvement précoce en Abris



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

5. GESTION D'ENSEMBLE ET COORDINATION

5.1. Mécanismes de coordination existants

La Gestion des Risques et Catastrophes à Madagascar est placée sous la responsabilité du Premier Ministre et sous la tutelle administrative du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. La structure de GRC est décentralisée jusqu'au niveau des Fokontany, le découpage administratif le plus bas (voir **Annexe 2** : Schéma de GRC à Madagascar).

Au niveau national, la Cellule de Gestion et de Prévention des Urgences (CPGU) assure l'analyse et le suivi ; le Conseil National de Gestion des Risques et des Catastrophes (CNGRC) définit les stratégies ; et le BNGRC est la structure opérationnelle de ces deux entités. Le BNGRC a donc le mandat d'assurer la coordination de la GRC au niveau national. Cette responsabilité comprend la préparation, la prévention, la planification stratégique ainsi que la réponse humanitaire opérationnalisée à travers le CRIC et les Groupes sectoriels.

Le CRIC, qui fonctionne sous l'égide du BNGRC, entretient un lien actif avec les ministères techniques à travers les Groupes sectoriels. (Voir **Annexe 2** - Structure de GRC). Traditionnellement, la coordination sectorielle se fait au niveau des commissions du CRIC présidées par un représentant du ministère technique de tutelle. Suite à l'adoption de « l'approche de responsabilité sectorielle » ou « approche par cluster » par le Comité permanent en avril 2007, ces commissions sont devenues des Groupes sectoriels qui ont été renforcés par la nomination d'une agence onusienne membre du Comité permanent comme chef de file et qui appuie l'action du président du Groupe sectoriel considéré. A noter que pour éviter d'éventuelles confusions créées par les termes « cluster » et « commissions », il a été convenu de nommer ces forums « Groupes sectoriels ».

Sept Groupes sectoriels sont actuellement opérationnels (Agriculture, Eau et assainissement, Logistique, Nutrition et Sécurité Alimentaire, Santé, Education, Habitat), alors que ceux de l'Information, Education et Communication (IEC) et du Relèvement précoce se gèrent en réseaux de points focaux issus des Groupes sectoriels.

En cas de crise, le BNGRC convoque une réunion du CRIC et active immédiatement la matrice de réaction rapide (cf. tableaux de matrice de réaction rapide, pages 32 à 36). Suite aux engagements pris par le BNGRC lors du dialogue Présidentiel vers fin novembre 2008, l'élaboration de cette matrice sera décentralisée au niveau des régions afin que les comités de GRC locaux puissent se coordonner entre eux et se coordonner avec les structures nationales (BNGRC, CRIC et groupes sectoriels).

Par ailleurs, le Système des Nations Unies dans a créé aussi en 2004 un « Groupe thématique de Prévention et de Gestion des catastrophes » (GTPGC) qui est actuellement présidé par l'UNICEF et qui réunit régulièrement les points focaux Urgences des différentes agences onusiennes. Ce Groupe thématique est transversal et multisectoriel.

Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) apporte un soutien à la coordination, à la préparation et à la gestion des catastrophes au Bureau du Coordinateur résident (BCR) du Système des Nations Unies et au BNGRC. Le BCR/OCHA assure également le secrétariat des Groupes sectoriels et du GTPGC.

Le tableau ci-après présente la structure des différents Groupes sectoriels, alors que l'**Annexe 8** présente la « Note d'orientation de l'approche sectorielle ».



MADAGASCAR 2008 – 2009

Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Groupes sectoriels	PRESIDENTS: Ministères ou Directions/Services attachés				CHEFS DE FILE: Nations Unies ou Organisations Internationales			
	Présidence technique	Point focal	Téléphone	Mail	Agence	Point focal	Téléphone	Mail
Nutrition et Sécurité Alimentaire	Office National de la Nutrition (ONN)	RAJAOBELISON Josia	033 12 805 95	onn@blueline.mg , seecfs@moov.mg	UNICEF	Paola Valenti	032 05 426 26	pvalenti@unicef.org
Eau et assainissement	Ministère de l'Eau	ANDRIAMAMONJY Mahavonjiniaina	032 40 160 37	mem-dea@moov.com	UNICEF	RAKOTONIAINA Naina	032 05 426 44	nrakotoniaina@unicef.org
Agriculture	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)	RANDRIANA Victor	034 04 175 20	randriana-victor@caramail.com OU dsa@maep.gov.mg	FAO	RAJAOBELISON Haingo	032 47 587 22	haingo.rajaobelison@fao.mg
Santé	Ministère de la Santé, du Planning Familial et de la Protection Sociale (MinSanPFPS)	RAJAONARIVELO	032 49 195 90	sucadulmt@yahoo.fr	OMS	Lamina Arthur	032 03 303 15	Rakotonl@mg.afro.who.int
Logistique	Ministère du Transport (MT)	RAKOTOARIVO Jean Matha	032 43 284 66	chsse@mt.gov.mg	PAM	Paola Corrado	032 07 137 29	paolacorrado@wfp.org
	Ministère des Travaux publics et de la Météorologie (MTPM)	RAMAROVELO Eloi	032 07 150 57	dr@mtpm.gov.mg ; eloi.r_velo@mtpm.gov.mg				
Education	Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MEN)	RABETRANO Rivo	033 15 016 06	rivorabetrano@yahoo.fr	UNICEF	Jacky Randimbarison	032 05 426 60	jrandimbarison@unicef.org
		RANDRIAMIALIONA François De Salle	033 12 842 41	andriamialina@yahoo.fr				
Habitat	Ministère de la Réforme Foncière, des Domaines et de l'Aménagement du Territoire	RASAMOELY Guy	033 14 251 86	guy_rasamoely@yahoo.fr	CRM	Dr Josselyn	032 05 221 07	crm5@moov.mg
		RABE Harimanana	033 11 449 71	dat.mprdat@yahoo.fr , rabeharim@moov.mg				
		RATELOSON Harisoa	032 02 11 726	harisoa.rateloson@gmail.com				
Reseau "Relèvement précoce"					PNUD	Christophe Legrand	032 07 466 80	christophe.legrand@undp.org
Reseau "IEC"	BNGRC	Dia Styvanley Soa			UN OCHA	Coordinateur: Mateusz Tuniewicz	032 05 07694	tuniewicz@un.org
Protection	En cours de discussion							



MADAGASCAR 2008 – 2009

Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

5. 2. Revue des acteurs dans les différents secteurs d'intervention humanitaire²⁰ (Les mandats respectifs des différents membres du CRIC sont récapitulés dans l'Annexe 4)

	Ministères, Agences et Partenaires impliqués dans chaque groupe sectoriel						
	Agriculture	Eau et assainissement	Logistique	Santé	Nutrition et Sécurité Alimentaire	Education	Habitat
Gouvernement (Présidence Technique)	MAEP	ME	MTPM MT	MinSanPF	ONN	MEN	MRFDAT
Directions/Services au sein des Ministères	Service de la Gestion de Catastrophe et Urgence (SGCU)	Direction de l'Eau (DEPA)	Direction des routes (DR) Direction des Entretiens Routiers (DER)	Direction des Urgences et de Lutte contre les Maladies Transmissibles et Non Transmissibles (DULM)	Service de la Nutrition (SNUT)	DPFEA	Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT)
Structures attachées au Gouvernement/Ministères	GENIE RURAL (MAEP)	ANDEA (MEM)	OTU (MTPM)	SUCA (MinSanPF)	FID (Primature)	FID (Primature)	FID (Primature)
	ONN (Primature)	SAGS (MinSanPF)	OLEP (MEEFT)	SAGS (MinSanPF)			CPC
	PSDR (MAEP)	WASH (MEM)	FID (Primature)	CNPLGA			
	FID (Primature)		CPC				
	SIRSA (Primature)						
Système des Nations Unies ou associations internationales	FAO	UNICEF	PAM	OMS	PAM	UNICEF	IFRC
	PAM	BCR/OCHA	OIM	UNICEF	UNICEF	BIT	BCR/OCHA
	BCR/OCHA		BCR/OCHA	ONU SIDA	BCR/OCHA	BCR/OCHA	UNHABITAT
				FNUAP			
				BCR/OCHA			
Bailleurs de fond	BANQUE MONDIALE	ECHO	USAID	USAID	ECHO	BAD	
	USAID	USAID	ECHO	ECHO	USAID	JICA	
	ECHO						
Programmes/Projets/ONGs/ Secteurs Privés	ADRA	MEDAIR	CDA	MDM	AAA	CRM	CRM
	AAA	CRM	CRF-PIROI	ASOS	SAFFJKM	CRF	CARE
	CARE	ONG St Gabriel - FSG	CARE	CRM	CARE	Aide et Action	AQUALMA
	CARITAS	ONG Miarintsoa	CRM		CRS		SAF FJKM
	CRS	SOMECA	CRS		CRM		
	SAF FJKM	PSI Madagascar	HI		ASOS		
		PAMOELA	SAFFJKM		SALFA		
		CRS	CIC/CMT		CDA		
		ASOS					
		CARE					
		AQUASURE					
		CARITAS					
		SAFFJKM					
		APIPA					
		MDM					
	CDA						
	BUSHPROOF						

²⁰ Le BNGRC et la CPGU, en tant que structures nationales de GRC, ne sont pas considérés comme membres des Groupes Sectoriels. Les principaux bailleurs interviennent sur tous les secteurs de l'urgence primaire. Ils sont mentionnés sur leurs principaux secteurs d'intervention.



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

En complément du tableau synoptique ci-après qui présente les activités des partenaires, un « Qui fait Quoi Où » complet est fourni dans l'Annexe 5.

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Agriculture	MAEP/ GENIE RURAL	<ul style="list-style-type: none">- Evaluation des dégâts par les DRDR : sur les cultures et les infrastructures agricoles- Identification des intrants nécessaires- Distribution des semences et des outils agricoles selon leur disponibilité- Encadrement technique : cultures et infrastructures	Dans tout Madagascar
	FID	<ul style="list-style-type: none">- Reconstruction ou réhabilitation d'infrastructures sociales (sanitaires ou scolaire), de déblocage ou productives, dans le cadre de réponses aux chocs ou de la décentralisation- Renforcement de capacité- Travaux HIMO contre cash en protection sociale dans le cadre de réponses aux chocs	Dans tout Madagascar
	ONN	<ul style="list-style-type: none">- Relance agricole- Réhabilitation des infrastructures agricoles : système HIMO/ACT	Dans tout Madagascar
	USAID	<ul style="list-style-type: none">- Participation à des missions d'évaluation- Requête de financement	Dans tout Madagascar
	BANQUE MONDIALE	<ul style="list-style-type: none">- Participation à des missions d'évaluation- Requête de financement	Dans tout Madagascar
	FAO	<ul style="list-style-type: none">- L'évaluation et la surveillance des dégâts subis par les récoltes.- La mobilisation et la coordination du soutien des donateurs pour la relance agricole.- La coordination des activités agricoles	Dans tout Madagascar
	PAM	<ul style="list-style-type: none">- Evaluation et analyse de vulnérabilité- VCT : réhabilitation des réseaux hydro agricoles traditionnels, réhabilitation de pistes rurales- Enquête, évaluation et analyse des données après les aléas	Dans tout Madagascar
	AAA	<ul style="list-style-type: none">- Relance agricole- VCT- Encadrement technique sur la riziculture de grande saison et contre saison, sur la culture de pois de terre (voanjobory), niébé (voanembe)- Encadrement technique sur culture maraîchère, des arbres fruitiers de girofles et de litchis- distribution de semences améliorées	Farafangana, Vangaindrano, Mananjary Nosy Varika
	ADRA	<ul style="list-style-type: none">- Amélioration des rendements agricoles- Etudes et augmentation des capacités	
	CARE	<ul style="list-style-type: none">- survol et estimation des zones agricoles inondées- drainage de périmètres agricoles en VCT pour faciliter l'évacuation des eaux- évaluations (approfondie) des pertes agricoles et des besoins- Réhabilitation des périmètres agricoles- Réhabilitation des voies d'accès aux marchés- Distribution de semences pour la relance agricole et formation-encadrement- Distribution d'outillage- Evaluation de la production- Construction de greniers pour stockage de semences	Région Atsinanana Analanjirofo SAVA Anosy Androy
	CARITAS	<ul style="list-style-type: none">- Distribution des semences, couplée à la distribution alimentaire (cf. Nutrition)	Dans tout Madagascar
CRS	<ul style="list-style-type: none">- Relance agricole : Foire de semence, Distribution de semences et matériels agricoles- Encadrement technique- Réhabilitation des infrastructures agricoles (système HIMO)	Sud Est Androy Toamasina Antsirabe Mais CRS pourrait	



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Agriculture (suite)			Intervenir dans d'autres endroits selon la disponibilité des ressources
	SAF FJKM	<ul style="list-style-type: none">- Agriculture- Encadrement technique- Appui aux activités de production en milieu rural- Démonstration Art culinaire- Construction de magasin de stockage des produits locaux- Octroi de crédit- Appui aux organisations paysannes	SAVA, DIANA, BOENY, SOFIA, MELAKY, BETSIBOKA, ANALANJIROFO, ATSIANANA, ALAOTRA MANGORO, ITASY, BONGOLAVA, VAKINANKARATRA, AMORON'I MANIA, HAUTE MATSIATRA, ATSIMO ATSIANANA, ANDROY, ANOSY, ATSIMO ANDREFANA, ANALAMANGA
	SIRSA (II)	<ul style="list-style-type: none">- Analyse de données dans le contexte socio-économie, agricole et sécurité alimentaire- Pronostic et diagnostic des productions agricoles, et de la situation de la soudure	9 régions de Tuléar et Fianarantsoa
Eau et assainissement	MINISTERE DE L'EAU (DEPA/BDEA)	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Analyse de qualité de l'eau- Désinfection des puits (ressources humaines)- Mise à disposition d'une base de données des points d'eau et des latrines avec coordonnées géographiques.- Mise à disposition d'une base de données des ressources en eau souterraine et surface.- Mise à disposition d'une base de données sur les coûts estimatifs de chaque ouvrage-	Dans tout Madagascar
	BNGRC	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Pre-positionnement et approvisionnements des articles WASH- Formation des comités GRC en matière d'Eau et Assainissement- Coordination des activités- Distribution des kits WASH	Dans tout Madagascar
	ANDEA	<ul style="list-style-type: none">- Participation à l'évaluation sectorielle rapide	Dans tout Madagascar
	CPC	<ul style="list-style-type: none">- Participation a toutes missions d'évaluations- Approvisionnement et potabilisation de l'eau	Dans tout Madagascar
	SAGS	<ul style="list-style-type: none">- Désinfection des centres de soins- Désinfection des puits- Distribution des équipements pour les abris communs (fût, latrines provisoires équipées de système de lave-main, bac à ordures)-	Dans tout Madagascar
	UNICEF	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé)- Distribution des kits WASH ménages (seau, jerrycan,	Dans tout Madagascar



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Eau et assainissement (suite)		<ul style="list-style-type: none">timbale, savon, sur'eau)- Distribution des équipements pour les abris communs (fût, latrines provisoires équipées de système de lave-main, bac à ordures)- Désinfection des abris communs- Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soin (filtre à eau, sur'eau, savon, produits de désinfection)- Désinfection des puits- Analyse de qualité de l'eau-	
	CRM	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé)- Distribution des kits WASH ménages (seau, jerrycan, timbale, savon, sur'eau)- Distribution des équipements pour les abris communs (fût, latrines provisoires équipées de système de lave-main, bac à ordures)- Désinfection des abris communs- Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soins (filtre à eau, sur'eau, savon, produits de désinfection)- Désinfection des puits- Approvisionnement en eau par unité de traitement de grandes capacités	Dans tout Madagascar
	AQUASURE	<ul style="list-style-type: none">- Fourniture du kit d'urgence AQUASURE pour la potabilisation de l'eau (kit + palette de pastilles de traitement) et l'approvisionnement des communautés en eau potable selon les normes internationales et malgaches- Fourniture de stocks de pastilles complémentaires- Formation des acteurs de l'urgence sur le kit- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau dans les collectivités et formation sur ces messages- Pour le relèvement précoce et le développement : mise en œuvre de l'unité de traitement « Village/Développement » AQUASURE	Dans tout Madagascar, en partenariat avec des acteurs de l'urgence
	MEDAIR	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé)- Distribution des kits WASH ménages (seau, jerrycan, timbale, savon, sur'eau)- Distribution des filtres à sable et matériel IEC pour la bonne utilisation des sur'eau- Distribution des équipements pour les abris communs (fût, latrines provisoires équipées de système de lave-main, bac à ordures)- Désinfection des abris communs- Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soins (filtre à eau, sur'eau, savon, produits de désinfection)- Désinfection des puits- Fourniture et installation de forage d'urgence	ANALANJIROFO MAROANTSETRA ANALAMANGA Projection : dans tout Madagascar



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Eau et assainissement (suite)		<ul style="list-style-type: none">- Analyse et test de la potabilité de l'eau	
	ONG St Gabriel – FSG	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé)- Distribution des kits WASH ménages (savon)- Distribution des équipements pour les abris communs (latrines provisoires équipées de système de lave-main : dalle SANPLAT et porcelaine)- Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soin (filtre à eau, savon)- Fourniture et installation de forage manuel protégé	ATSINANANA (Tamatave I et II), ANALANJIROFO (Fénérive Est) Vatovavy Fitovinany
	ONG Miarintsoa	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé)- Distribution des kits WASH ménages (seau, jerrycan, timbale, savon, sur'eau)- Distribution des équipements pour les abris communs (fût, latrines provisoires équipées de système de lave-main, bac à ordures)- Désinfection des abris communs- Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soin (filtre à eau, sur'eau, savon, produits de désinfection)- Désinfection des puits- Réhabilitation des points d'eau détruits par les catastrophes- Réalisation des nouveaux points d'eau- Programme de promotion de latrine familiale- Réhabilitation des latrines endommagées par les catastrophes- Réalisation des nouvelles latrines	SAVA, SOFIA, ATSINANANA, VATOVAVY FITOVINANY, VAKINAKARATRA
	SOMECA	<ul style="list-style-type: none">- Distribution des kits WASH ménages (jerrycan)- Fourniture des motopompes, pompes immergées, Zodiac, tronçonneuse, groupe électrogène, citerne 500 l à 4 000 l	Dans tout Madagascar
	PSI Madagascar	<ul style="list-style-type: none">- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé)- Distribution des kits WASH ménages (seau, jerrycan, timbale, sur'eau)- Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soin (sur'eau)	ANALAMANGA (Antananarivo renivohitra), ATSINANANA (Toamasina I), DIANA (Antsiranana I), 22 régions (intervention selon la demande)
PAMOELA	<ul style="list-style-type: none">- Participation à toutes les missions d'évaluation- Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé)- Distribution des kits WASH ménages (seau, jerrycan, timbale, savon, sur'eau)	Vatovavy Fitovinany (Mananjary, Ifanadiana, Nosy varika)	



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Eau et assainissement (suite)		<ul style="list-style-type: none"> - - Distribution des équipements pour les abris communs (fût, latrines provisoires équipées de système de lave-main, bac à ordures) - Désinfection des abris communs - Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soin (filtre à eau, sur'eau, savon, produits de désinfection) - Désinfection des puits 	
	CRS- Catholic Relief Services	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à toutes les missions d'évaluation - Diffusion des messages clés par rapport à l'eau assainissement et hygiène (au niveau ménage, abris communs, centre de santé) - Distribution des kits WASH ménages (seau, jerrycan, savon, sur'eau) - Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soin (sur'eau, savon) - Désinfection des puits - Analyse de qualité de l'eau - Désinfection des puits (curage, HTH) - Dotation de Filtre à eau au niveau CSB 	VAKINAKARATRA, ATSIANANA, ANALANJIROFO, ANDROY, ATSIMO ATSIANANA, VATOVAVY FITOVINANY
	BUSHPROOF	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à toutes les missions d'évaluation - Distribution des équipements et kits WASH pour les centres de soin (filtre à eau céramique) - Désinfection des puits 	
	NOVASOA	<ul style="list-style-type: none"> - Traitement et potabilisation de l'eau - Désinfection des abris et lieu public - Distribution des produits de purification d'eau 	Alaotra Mangoro, Analamanga
Logistique	MTPM/OTU	<ul style="list-style-type: none"> - Remise de la circulation en cas de coupure - Mise à disposition de locaux disponibles pour stockage des matériels et vivres 	Route Nationale et Route d'Intérêt provinciale Dans chaque Direction Régionale des Travaux Publics
	MTPM/Direction Routes	<ul style="list-style-type: none"> - Remise de la circulation en cas de coupure - Mise à disposition des Techniciens pour l'évaluation des dégâts 	Dans tout Madagascar
	MT	-	
	ARM	<p>Maîtrise d'ouvrage déléguée dans le domaine des infrastructures routières par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La gestion du réseau des Routes Nationales qui lui sont confiés (30%) et leurs emprises ; - La mise en œuvre et l'exploitation des travaux routiers y compris les bacs sur le réseau des Routes Nationales ; 	Dans tout Madagascar
	OLEP	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer, mettre en place et mettre à jour les plans de lutte, - Coordonner les opérations de lutte en cas de déversements des hydrocarbures, - Organiser les exercices de simulation, - Organiser des formations (à l'intérieur ou l'extérieur) 	Dans tout Madagascar



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Logistique (suite)		pour les acteurs des plans de lutte.	
	FID	<ul style="list-style-type: none">- Reconstruction ou réhabilitation d'infrastructures sociales (sanitaires ou scolaire), de déblocage ou productives, dans le cadre de réponses aux chocs ou de la décentralisation- Renforcement de capacité- Travaux HIMO contre cash en protection sociale dans le cadre de réponses aux chocs	Dans tout Madagascar
	PAM	<ul style="list-style-type: none">- Coordonne l'éventuelle demande de support logistique extérieur.- Facilitation de l'accès et des distributions pour les partenaires.- Avec UNHAS, point focal support aérien.	Dans tout Madagascar
	USAID	<ul style="list-style-type: none">- Participation à des missions d'évaluation- Requête de financement	Dans tout Madagascar
	CPC : une force d'environ 250 hommes et des matériels d'intervention divers.	<ul style="list-style-type: none">- dégagement d'axes vitaux- appui à l'hébergement d'urgence- poste médical avancé option TRI si nécessaire- abattages et élagage d'arbre menaçant.- appui aux transports des matériels et des personnels- reconnaissances aériennes supplémentaires sur demande en coordination avec la BATAC (3 ULM)	Dans tout Madagascar
	CARE	<ul style="list-style-type: none">- Stocks de repositionnement.- Appui aux missions de reconnaissance.- Appui à la distribution et au stockage.	Cote Est
	CRF-PIROI	<ul style="list-style-type: none">- Renforcement des stocks régionaux d'intervention (PIROI Réunion)- Mise en place des stocks régionaux décentralisés (tous pays membres)- Renforcement et formation de l'Equipe Départementale d'Intervention Rapide à la Réunion- Renforcement et formation de l'Equipe Régionale de Personnes Ressources- Elaboration d'un Plan régional d'Intervention en cas de catastrophe.- Renforcement et formation des Réseaux de secouristes des Sociétés Nationales membres- Mise en œuvre de projets de sensibilisation et de réduction des risques dans les communautés cibles	
	CRM	<ul style="list-style-type: none">- Mise à disposition des matériels de premier secours et de premiers soins- Mise à disposition des tentes	Dans tout Madagascar
	CRS	<ul style="list-style-type: none">- Collecte de données auprès de ses partenaires et transmission des infos post aléas- Réhabilitation des pistes par le système HIMO/VCT ou ACT- Réhabilitation des infrastructures communautaires- Ces deux dernières activités dépendront les ressources disponibles-	Vakinakaratra, Atsinanana, Analanjirofo, Androy, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany
HANDICAP INTERNATIONAL	<ul style="list-style-type: none">- La Direction de l'Urgence de Handicap International, basée à Lyon, intervient sur le terrain pour assister les victimes de crises, catastrophes naturelles, et particulièrement auprès des personnes fragiles et handicapées. Elle assure une aide humanitaire aux populations sinistrées, réfugiées,		



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Logistique (suite)		déplacées.	
	SAFFJKM	<ul style="list-style-type: none">- Mise à disposition de locaux disponibles pour stockage des matériels et vivres- Participation à des enquêtes post-aléa	Maroantsetra Mananara Nord Sambava Fénérive Est Amparafaravola Anjozorobe Andramasina Manajary Toliara
Education	MENRS	<ul style="list-style-type: none">- Centralise les informations éducation, les réconcilie et les transmet au BNGRC	Au niveau déconcentré et au niveau central
	UNICEF	<ul style="list-style-type: none">- Assure le point focal et le secrétariat du GS éducation- Supporte le MENRS dans ses activités- Supporte le MENRS dans le pourvoi de réponse	Au niveau déconcentré et au niveau central
	Aide et Action	<ul style="list-style-type: none">- Supporte le MENRS pour des cas d'actions de réponses	
	FID	<ul style="list-style-type: none">- Réponses aux chocs : Protection sociale HIMO et infrastructures de base	Au niveau déconcentré
	CRM	Formation pratique des professeurs et des élèves au geste de protection contre les aléas climatiques	Région Atsinanana au niveau de trois écoles de la commune de Fanandrana, Ambatoroa, Andakolosy (projet pilote)
Santé	MinSANPF / SUCA	Préparation aux urgences au niveau sanitaire Réponse et coordination des réponses aux niveaux sanitaires	Dans tout Madagascar
	OMS	<ol style="list-style-type: none">1. Appui technique et financier au Ministère de la Santé :2. Dotation de médicaments et de matériel médical3. Appui à la surveillance des maladies et au suivi de l'état sanitaire des populations affectés.4. Appui aux évaluations sanitaires	Dans tout Madagascar
	UNFPA	<ol style="list-style-type: none">1. Appui technique et financier au Ministère de la santé en matière de santé de la reproduction2. Assurer la continuité des services de santé de la reproduction et de sa prévention et la réponse aux violences basées sur le genre à travers le MISP3. Appui à la récolte de données prenant en compte les données santé de la reproduction et le genre	Régions d'interventions UNFPA et tout Madagascar selon les besoins
	UNICEF	<ol style="list-style-type: none">1. Appui technique et financier au Ministère de la Santé.2. Mise à disposition de moyens humains et médicaux.3. Mise en œuvre de campagne de vaccination, de programmes nutritionnels et de programmes médicaux pour les femmes et les enfants.	Dans tout Madagascar
	Médecins du Monde	Cliniques mobiles, support médical	Selon besoin
Nutrition et	ONN	Assure la coordination et la cohérence techniques,	Dans tout



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Sécurité Alimentaire		opérationnelles et financières des interventions en matière de nutrition, ainsi que le suivi et l'évaluation des actions des intervenants. Programme de nutrition communautaire (ONN/PNNC/SEECALINE) Prévention et sécurisation nutritionnelle à travers le ACT/VCT HIMO (ONN/PSN) Accélération de la réduction de malnutrition dans le Sud Est avec MSPF et UNICEF Sites sentinelles dans les 5 grandes villes avec le MSPF et UNICEF Enquête nutritionnelle en cas d'une éventuelle crise nutritionnelle, en collaboration avec MSPF et UNICEF.	Madagascar
	BNGRC	Pré positionnement et approvisionnement de vivres	Dans les chefs lieu des Régions
	SNUT (MinSanPf)	Prise en charge de la malnutrition aiguë (CRENI, CRENAS ou CRENAM), accélération de la réduction de la malnutrition (ARM) dans le Sud Est, sites sentinelles dans les 5 grandes villes avec ONN et MSPF.	Dans tout Madagascar
	UNICEF	Support technique et financier pour le dépistage et la prise en charge de la malnutrition aiguë ainsi que pour la surveillance nutritionnelle Appui technique et financier dans le cadre de l'accélération de la réduction de la malnutrition dans le Sud Est	Dans tout Madagascar
	PAM	Sécurité Alimentaire : Pré-positionnement des stocks d'urgence dans les régions sujettes aux catastrophes Enquête d'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages	Moramanga, Anosibe An'Ala, Mananjary, Morondava, Morombe, Farafangana, Antalaha, Vatomandry, Manantenina, Fenerive Est, Sainte Marie, Mahajanga
	Deutsche Welthungerhilfe (Agro Action Allemande)	Pré positionnement dans les villes de Farafangana, Mananjary et Nosy Varika. Distribution gratuite de vivres, distribution de vivres par des activités VCT, CRENAM Programme de nutrition communautaire	Sud Est
	CARE	Aide alimentaire sous forme de distribution générale/ciblée ou VCT dans les zones d'insécurité alimentaire sujettes aux catastrophes naturelles Distribution d'aide alimentaire complémentaire d'urgence pour les enfants âgés de moins de 5 ans atteints de la malnutrition qui vivent dans les zones traversant une crise nutritionnelle.	Dans tout Madagascar Dans tout Madagascar



MADAGASCAR 2008 – 2009
Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Partenaires	Activités	Où
Nutrition et Sécurité Alimentaire (suite)		Mission d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence	Dans tout Madagascar
		Distribution gratuite de vivres - Distribution de vivres par des activités VCT pour les vulnérables - Distribution de semences	Nord Est, Sud Est
	CRS	Agriculture production et Marketing – Gestion durable des Ressources naturelles- Protection des productions à travers des actions de GRC– Déviance Positive (FARN : Foyer d'apprentissage de récupération nutritionnelle) - Urgence nutritionnelle	Nord Est, Sud, Sud Est
	GRET Nutrimad	Programme de Nutrition communautaire Diffusion / distribution d'aliments de complément Appui nutritionnel en cas d'urgence	Analanjirifo, Sud Est, Androy, Analamanga, Est
	ADRA	Aide Alimentaire, CRENI et CRENAM	
	ASERN	Programme de nutrition communautaire et CRENAM	
	CRM	Programme de nutrition communautaire, CRENI et CRENAM	Dans tout Madagascar
	ASOS	Programme de nutrition communautaire, CRENI et CRENAM	Sud Est
	SAF/FJMK	Programme de nutrition communautaire et CRENAM	
	SALFA	Prise en charge de la malnutrition aiguë (CRENI, CRENAS ou CRENAM)	Dans tout Madagascar
	CDA	Programme de nutrition communautaire et CRENAM CRENI, CRENAM, appui nutritionnel au TB CRENI, CRENAM, appui nutritionnel au EOv et TB	Antananarivo / Andohatapenaka
	USAID	Financement programme sécurité alimentaire et nutrition	Dans tout Madagascar
	ECHO/EU	Financement programme sécurité alimentaire et nutrition	Dans tout Madagascar
	HABITAT	MRFDAT	
BNGRC		Mise à disposition des tentes, Transport et prépositionnement des tentes, évaluation des besoins en Habitat	Dans tout Madagascar
CPC		Secourisme, Dégagement, Electricité, Evaluation	Dans tout Madagascar
CRM/IFRC		Secourisme, Mise à disposition des tentes et des équipements électriques, Gestion des camps, éducation	Dans tout Madagascar
OIM		Supervision et Gestion des camps	Dans tout Madagascar
FID		Construction des bâtiments publics anticyclonique	Dans tout Madagascar
BM		Partenaire financier	Dans tout Madagascar
UN Habitat			Dans tout Madagascar
CARE		Prépositionnement et distribution des Tarpolin, réhabilitation post cyclonique	Dans tout Madagascar



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

5.3. Matrice de réaction rapide

Cette matrice présente de manière succincte les actions clés à prendre pendant les deux premiers jours et pendant les deux premières semaines. C'est un outil clé lors de l'activation du plan de contingence.

PREMIERES 24 HEURES		
N°	Activités	Par qui ?
	Transmettre les alertes aux Autorités des zones concernées	BNGRC
1	Collecter au niveau national les premières informations générées dans les régions affectées	Tous les intervenants
2	Réunir les membres du CRIC pour : partager les informations sur la situation, prendre des décisions sur la première évaluation multisectorielle, et ainsi activer le plan de contingence (cf : matrice de réaction rapide et plans sectoriels),	BNGRC
3	Conduire des réunions de mise au point sectorielle en vue de la préparation des évaluations	Chefs de file Groupes sectoriels
4	Produire l'information nécessaire pour permettre la prise de décision du Gouvernement en ce qui concerne la déclaration d'état d'urgence. Si une déclaration d'état d'urgence est jugée nécessaire par un consensus des partenaires mais n'est pas émise suffisamment tôt par le Gouvernement, le CRIC et / ou le GTPGC se mobilise pour apporter des suppléments d'information et aider le gouvernement dans sa prise de décision.	CPGU
5	Convoquer une réunion des Chefs d'agences du SNU, constituer une cellule d'urgence, une salle des opérations	Coordinateur Résident, OCHA, GTPGC
6	Produire et distribuer un premier SITREP des Nations Unies	BCR/OCHA
7	Assurer que les mécanismes de coordination locale de tous les intervenants (au niveau des régions, districts, communes) soient activés	BNGRC
8	Faire une première communication à l'endroit des populations affectées, du public, et des medias.	BNGRC
9	Déclencher les missions d'évaluations multisectorielles initiales, qui incluent une évaluation initiale sur les moyens de subsistance (ILIA).	BNGRC Groupes sectoriels
10	Déclencher les premiers secours d'urgence sur la base des informations disponibles (zones affectées, intensité de l'aléa...)	Tous les intervenants
PREMIERES 48 HEURES		
11	Débloquer les fonds d'urgences	Tous les intervenants
12	Initier le processus de mobilisation de ressources du SNU : choix des mécanismes de financement à retenir (Flash Appeal, propositions des ONGs, appels spécifiques des agences, CERF, IRA/EMOP, DREF) ; et de renforcement de la coordination (UNDAC)	GTPGC
13	Renforcer la coordination générale de la réponse : nationale, décentralisée, sectorielle et inter-sectorielle	BNGRC
14	Continuer à collecter les données pour mettre à jour le SITREP	BCR OCHA
15	Poursuivre l'effort d'information à l'endroit de la population affectée, du public et des médias.	BNGRC
16	Évaluer la situation de la sécurité pour ajuster éventuellement la phase	BCR



MADAGASCAR 2008 – 2009

Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

2 PREMIERES SEMAINES		
17	Présenter les résultats de la mission d'évaluation initiale au CRIC et au BNGRC sans dépasser la première semaine.	Groupes sectoriels
18	Poursuivre les efforts de coordination à tous les niveaux (réunir les réseaux IEC, RP à intervalle plus rapproché).	BNGRC
19	Mettre en place des groupes sectoriels pour les aspects de la réponse non couverts par les groupes sectoriels existants	BNGRC avec l'appui du PNUD
20	Lancer le processus d'un appel à l'aide internationale (si nécessaire)	BNGRC et Gouvernement
21	Rédiger un « flash appeal » si requis par l'UNCT et le HC (dans les premiers 7 jours). Rédiger une proposition CERF si confirmée par l'UNCT et le HC	BCR/OCHA et chefs de file de secteurs
22	Réconcilier l'information (3Ws), analyser les lacunes et le flux de l'assistance matérielle	BNGRC et CRIC
23	Conduire des évaluations humanitaires plus approfondies et planifier l'intervention sur les 6 prochains mois, identification des conséquences immédiates et effets induits	Groupes sectoriels
	Tenir une réunion du CRIC pour faire le bilan sommaire des réalisations	BNGRC
24	Tenir des briefings et points de presse pour les partenaires et les media	BNGRC
25	Préparer les évaluations Post Catastrophe pour le relèvement précoce et relèvement selon la méthodologie du Comité Permanent (PDNA).	



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

La gestion de l'inondation de la plaine d'Antananarivo a fait l'objet d'un mécanisme de réaction rapide spécifique, décrit dans le tableau ci-après.

PHASE DE MENACE DE L'INONDATION		
N°	Activités	Par qui ?
01	Information sur les prévisions des précipitations dans la Région Analamanga.	Météo Malagasy
02	Décentralisation jusqu'au niveau des Fokontany de la surveillance de l'état des digues et du niveau de l'eau des différentes rivières dans la plaine d'Antananarivo	Région Analamanga, APIPA
03	Convocation d'une réunion d'alerte à l'inondation suivant la côte d'alerte des rivières. Les acteurs seront informés d'une prévision sur l'étendu de l'inondation : les quartiers/fokontany menacés, le nombre probable de population affectée, etc.	Région Analamanga
04	Visite préalable des sites d'hébergement pour contrôler si les conditions d'accueil sont remplies : accessibilité, hygiène et assainissement, etc.	Secteur Habitat Autorités locales
05	Déclaration de l' alerte	Région Analamanga, (appuyée par APIPA)
06	Préparation à une éventuelle réponse : ressources humaines en stand-by, intrants divers en pré-positionnement.	BNGRC, Région, Groupes sectoriels, et acteurs de la Plaine
07	Activation des « andrimasom-pokonolona », quartier mobile	Fokontany
PREMIERES 24 HEURES		
08	Déclaration de la situation d'urgence pour la plaine et communication des premières informations disponibles	Région Analamanga
09	Convocation d'une réunion des groupes sectoriels et des acteurs humanitaires opérant dans la Plaine pour constituer une cellule d'urgence et une salle des opérations	Région Analamanga
10	Remplir les premiers besoins d'urgence : installation des tentes	Secteur Abri dont CPC
11	Remplir les premiers besoins d'urgence : sauvetage des vies humaines et des personnes en difficulté par rapport à la montée de l'eau etc....	Pompier, CPC
12	Conduite d'une mission d'évaluation rapide multisectorielle pour l'identification des besoins de secours.	Groupes sectoriels Pompier
13	Sécurisation des maisons et des biens abandonnés par les sinistrés	Andrimasom- pokonolona, Quartier mobile, force de l'ordre



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

PREMIERES 48 HEURES		
14	Présentation des résultats de la mission d'évaluation multisectorielle initiale à la Région, BNGRC/CRIC pour information.	Initié par la Région Analamanga Groupes sectoriels
15	Conduite d'un premier recensement des sinistrés dans tous les sites d'hébergement	Chefs des Fokontany appuyé par CRM et une personne ressource parmi les sinistrés
16	Centralisation de toutes les informations et suivi de l'évolution du nombre des sinistrés	District, puis Région, puis BNGRC.
17	Définition d'un plan d'intervention et répartition des rôles et des responsabilités : à proposer à la Région, et CRIC/BNGRC pour information	Groupes sectoriels
18	Mise en œuvre d'un plan de communication : à l'endroit populations affectées, public, media	Région Analamanga
19	Déclenchement de la mise en place de secours d'urgence sur la base des informations disponibles (zones affectées, nombre de sinistrés, etc)	Intervenants
20	Transmission d'une note d'information concise aux différentes hiérarchies (Gouvernement et Agences des Nations Unies)	BNGRC BCR/OCHA
21	Déployer le personnel additionnel requis	Intervenants
22	Mise en place des réponses multi-sectorielles selon les priorités identifiées	Groupes sectoriels
23	Communication de la tendance de l'évolution du niveau de l'eau des rivières dans les prochains jours/semaines	APIPA, METEO
24	Evaluation des besoins en matière de sécurité sur les sites d'hébergement	Fokontany, qui communiquent aux Districts
4 PREMIERES SEMAINES		
25	Réconciliation de l'information (3Ws), analyser les lacunes et le flux de l'assistance matérielle	Groupes Sectoriels, communication aux Districts et puis à la Région
26	Suivi de recensement journalier des sinistrés	Fokontany avec l'appui de la CRM
27	Tenu des briefings et points de presse pour les partenaires et les media	Région Analamanga
28	Mise en œuvre des évaluations spécifiques et poursuite des réponses	Groupes sectoriels et intervenants
29	Réunion de préparation sur la déclaration de la fin de la situation d'urgence	Région et intervenants
30	Déclaration de la fin de la situation d'urgence	Région Analamanga



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

5.4. Mobilisation des ressources

Dès l'annonce d'une de crise ou en anticipation à une crise, les partenaires vont identifier des bailleurs de fonds potentiels pour la mobilisation de ressources. Pour beaucoup de donateurs et de partenaires, les fonds d'urgence et l'assistance extérieure ne pourront être alloués que suite à une déclaration d'état de crise et un appel à l'aide internationale par le Gouvernement.

En cas de catastrophe naturelle ou de situation de crise, il arrive que le processus de mobilisation de ressources soit retardé par une déclaration tardive de l'état de crise. Afin de pallier à ce problème, il est possible pour le Gouvernement, d'émettre une déclaration spécifique ou limitée géographiquement.

Mécanismes d'urgence :

Dans les situations d'urgence, le SNU et les membres du Comité Permanent (IASC), ainsi que les ONGs partenaires, peuvent décider de préparer un « Flash Appeal ».

Le tableau ci-après présente les différents fonds mobilisables de l'OCHA (CERF, Emergency Cash Grant, etc), de la majorité des agences du SNU (PAM, PNUD et UNICEF) et des programmes gouvernementaux.

La description des mécanismes relatifs aux fonds d'urgence de l'OCHA st disponible dans l'**Annexe 6** – Fiches directives de mobilisation de ressources.



MADAGASCAR 2008 – 2009

Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Fonds mobilisables

Bailleurs Programmés Agences	Premier Responsable	Téléphone	Mail	Ligne du fond d'urgence mobilisable	Secteurs concernés	Plafond (en US \$)	Forme de financement (monétaire, vivres, intrants, matériels, etc)	Nature du document et procédure de déblocage	Organisme habilité à soumettre le dossier (BNGRC, Ministère, ONGs, etc)	Délai minimum pour déblocage
FID	RATSIMA Rasendra (Directeur Général)	032 07 00 779	dirgen@fid.mg	- Protection sociale (HIMO ACT) RAC PS	Assainissement rural et urbain, pistes, reboisement communautaire...	4 200 000	Monétaire	Conventions	BNGRC CRGRC Communautés Autorités locales	De 5 à 30 jours
				- Réhabilitation et reconstruction infrastructures de base RAC IDB	Education, Santé, AEP, Transport rural. Autres infra à usage communautaire.	4 200 000				
PNUD	Bureau du PNUD Patricia L. RAMAROJAONA Christophe Legrand	+ 261 20 23 300 92/93/94/95 +261331181173 / 261 32 07 466 34 +261 32 07 466 80	 patricia.ramarojaona@undp.org Christophe.legrand@undp.org	A) Ressources potentielles au sein du PNUD pour le Relèvement Précoce: <ul style="list-style-type: none"> CPR Thematic Trust Fund (TTF): TRAC 1.1.3: Fond PNUD pour réponse aux crises TRAC 1 and 2 Resources: Ressources pays DSS/DAS B) Autres mécanismes potentiels de soulèvement de fonds <ul style="list-style-type: none"> Humanitarian Flash Appeals. Humanitarian Consolidated Appeals Process (CAP) Central Emergency Response Fund (CERF) Common Humanitarian Pooled Funds (CHF) Transitional Appeals: World Bank's Standby Recovery Financing Facility (SRFF) UN Trust Fund for Human Security UN Multi-donor Trust Funds: si établis 	GRC et Relèvement Précoce (multisectoriel et multi dimensions)		Monétaire	Processus différent selon les lignes de fonds mobilisées	PNUD ou Bureau du Coordinateur Résident	
Ambassade des Etats Unis				Emergency Cash Grant (Fonds de liquidités d'Urgence)	Réponse de toute première urgence.	50,000	Monétaire			



MADAGASCAR 2008 – 2009

Version 10 décembre 2008



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Bailleurs Programmes Agences	Premier Responsable	Téléphone	Mail	Ligne du fond d'urgence mobilisable	Secteurs concernés	Plafond (en US \$)	Forme de financement (monétaire, vivres, intrants, matériels, etc)	Nature du document et procédure de déblocage	Organisme habilité à soumettre le dossier (BNGRC, Ministère, ONGs, etc)	Délai minimum pour déblocage
PAM	Krystyna Bednarska CD Gianluca Ferrera, DCD	032 07 136 91	Krystyna.Bednarska@PAM.org, Gianluca.Ferrera@PAM.org	Aide alimentaire et capacité logistique. Quand un(e) évaluation rapide de la situation a déterminé qu'une aide alimentaire du PAM est nécessaire et qu'une telle assistance ne peut être pourvue par aucun des projets existants ni aucune activité en cours utilisant des ressources déjà mises à disposition, un document de projet pour réponse immédiate (Immediate Response Project Document) est préparé pour approbation par le Directeur de Pays.	Nutrition et Sécurité Alimentaire / Sécurité Alimentaire Logistique	500 000	Monétaire et Vivres	Immédiate Response project document	PAM sur demande du Gouvernement	1/2 semaines
ECHO	Patricia Cavanagh	00-32-2-295-5357	Patricia.Cavanagh@ec.europa.eu	Décision financière spécifique ECHO en cas de désastre	Tout mais Education non prioritaire	Selon les besoins	Monétaire	Proposition selon format ECHO	Agence ayant signé CCP	Adoption d'une décision maximum 72h après un désastre
	François Goemans	00-263-433-8202 00-263-91-437-600	Francois.Goemans@ec.europa.eu							
UNICEF	Bruno Maes	032 05 399 36	bmaes@unicef.org	Reprogrammation de ressources régulières, Comité national de l'UNICEF, donateurs bilatéraux et multilatéraux.	Eau – Hygiène – Assainissement – Environnement, Nutrition, Santé, Education, Protection, VIH/SIDA	\$100 000USD en 24h et \$5 500 000USD en fonction des besoins.	Monétaire et intrants	Evaluation rapide puis évaluations sectorielles approfondies. Accord a petite échelle en dessous de 10.000USD, Protocole d'accord complet nécessaire au dessus de 10 000USD.	Partenaires.	24h pour les fonds réguliers reprogram. més. + pour les autres fonds suivant leur procédure respective.
OCHA	David Kaatrud, Aida Mengitsu,		kaatrud@un.org mengitsu@un.org	Emergency Cash Grant (Fonds de liquidités d'Urgence)	Evaluation d'urgence, mise en place de coordination d'urgence, support à la livraison des matériels de secours (vivres et non vivres)	100 000	Monétaire	1. Requête du CR, 2. Acceptation du principe par OCHA HQ, 3. Soumission d'une proposition d'utilisation/planification du fonds. 4. Signature d'un MoU. 5. Implémentation	BCR/OCHA	24 heures
OCHA CERF Secrétariat	BCR / OCHA			CERF	Besoins humanitaires prioritaires	30 000 000 par allocation	Monétaire	Proposition d'appel au CERF	BCR (avec OCHA + Partenaires)	72 heures



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

5.5. Points focaux par secteur pour le plan de contingences dans chaque organisation

Chaque partenaire a nommé au moins un point focal pour chacun de ses secteurs d'activités. La liste de ces points focaux ainsi que leurs coordonnées sont fournies dans l'**Annexe 5**.

6. Plans de réponse sectoriels, et des partenaires

Le présent Plan de contingence a été élaboré sur la base des plans sectoriels mis à jour pendant l'atelier de contingence. La fonction de ce Plan est de faciliter la préparation et la coordination des partenaires, sous l'égide du BNGRC, pendant la réponse. Basée sur un exercice de mise à profit des opérations menées pendant la saison cyclonique 2007-2008, la rédaction de ce Plan vise à permettre une réponse rapide, systématique et adaptée, dès les premiers jours de la crise, puis pendant les semaines voire les mois suivants. Les tableaux ci-après présentent de manière succincte les réponses initiales à prévoir au niveau de chaque secteur ainsi que les modalités d'exécution d'évaluations rapides et approfondies. Ces dispositions peuvent être consultées plus amplement dans les plans sectoriels qui sont présentés dans leur intégralité dans l'**Annexe 3**.

6.1. Réponse initiale

Le tableau ci-après présente les actions à prendre dans la première phase de l'urgence afin d'optimiser la réponse ainsi que les ressources nécessaires.

Secteur	Réponse initiale	Ressources nécessaires
Agriculture	- Mission de survol et de diagnostic initial	- Chef de mission : 1 - Hydraulicien : 1 - Carte (1/50000) : 24
	- Mission d'évaluation rapide	- Chef de mission : 1 - Chef d'équipe : 5 - Equipe agriculture : 10 personnes - Superviseur : 25 - Agent enquêteur : 50 - Véhicule 4x4 : 5 - Kit d'enquête : 50
	- Estimation des besoins en semences, en vivres, en alevins et en matériels de pêche	- Chef de mission : 1 - Chef d'équipe : 5 - Equipe agriculture : 10 personnes - Opérateurs de saisie : 10 - Ordinateurs : 10
	- Identification des travaux de réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles traditionnelles endommagées et des pistes rurales d'acheminement des produits agricoles approvisionnant les marchés.	- Chef de mission : 1 - Chef d'équipe : 5 - Equipe agriculture : 10 personnes
	- Distribution des semences de riz, de maïs, de haricot, des cultures potagères et des filets selon la disponibilité financière et physique.	- Fond pour transport semences - Fond pour distribution semences - Assurance pour transport semences par bateau
Eau et assainissement Secteur	- Mission de survol	- 1 chef de mission - 3 techniciens spécialisés en WASH
	- Intervention pour réponses immédiates	- 5 chefs de missions - 10 techniciens WASH - 60 agents distributeurs - distribution des paquets minimums en WASH



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Réponse initiale	Ressources nécessaires
Eau et assainissement Secteur (suite)	- Mission d'évaluation approfondie - pour l'identification des zones ayant besoin d'intervention de secours	- 1 chef de mission - 10 techniciens WASH - 25 superviseurs - 200 enquêteurs - 5 véhicules 4*4 - Fiches d'évaluation spécifique WASH
	- Intervention de secours : auprès des ménages, des abris communs et des centres de soins	- 5 chefs de missions - 5 véhicules 4*4 - 10 techniciens WASH - 60 agents distributeurs - distribution des paquets minimums en WASH
	- Intervention de secours : auprès des ménages, des abris communs et des centres de soins	- 5 chefs de missions - 5 véhicules 4*4 - 10 techniciens WASH - 60 agents distributeurs - distribution des paquets minimums en WASH
Logistique	- Appui à l'organisation d'une première mission de survol en fournissant tous les besoins en information. - Participation à la première mission d'évaluation - Fournir un mapping des différentes situations d'accessibilité des régions touchées par l'aléa. - Fournir toutes les informations nécessaires pour faciliter et rendre rapide avec le minimum de coût possible l'acheminement des matériels, des intrants, des vivres et des non-vivres.	- 01 spécialiste en logistique
Education	- Mission de diagnostic initial - Mise en application de la stratégie d'urgence - Remise en fonction priorisée des écoles sélectionnées	- Equipe d'évaluation - Fiche de collecte de données spéciales MENRS - Kits scolaire - Tente école - Réponses aux chocs
Santé	- Mission de diagnostic initial - Produire une information sur la situation - Support au MiSanPF pour le fonctionnement des services d'urgence - Renforcement des outils de collecte d'information de santé - Mise à disposition des stocks et moyens d'urgence - Estimation des besoins de moyen terme et création des stratégies et programmes de réponse. - Mise en œuvre des activités de prévention VIH/Sida et distribution de préservatifs	- Equipe d'évaluation - Fiche de collecte de données spéciales - Emergency Health Kits - Coordinateur des actions de santé : 1 - Chefs d'équipe : X - Equipe SUCA : X personnes - Support Logistique : X personnes - PEP kits et préservatifs
Nutrition et Sécurité Alimentaire	- Mission de diagnostic en sécurité alimentaire (disponibilité alimentaire au niveau des ménages sinistrés) - Collecter le nombre des groupes vulnérables (enfants < 5 ans, femmes enceintes et allaitante) sinistrés - Distribution de vivres	-



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Réponse initiale	Ressources nécessaires
Nutrition et Sécurité Alimentaire (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois temporaires sous forme VCT au ACT HIMO - Collecte des données secondaire auprès des entités concernées, 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Mener une enquête sur la sécurité alimentaire - Mener une enquête sur la situation nutritionnelle - Mise à disposition des stocks et moyens d'urgence - Estimation des besoins de moyen terme et création des stratégies et programmes de réponse. 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe d'évaluation - Fiche de collecte de données en nutrition et sécurité alimentaire. - Stocks d'urgence (vivres, médicaments pour le traitement systématique, aliments thérapeutiques et de supplémentation) - Equipes de distribution - Outils de gestion (fiche de distribution, registre...) - Moyens logistiques (auto, hélico, vedette ...) - Matériels anthropométriques
Habitat	- Mission de survol	<ul style="list-style-type: none"> - Un représentant du secteur Habitat - Appareil photo, fiche évaluation - Déplacement en avion
	- Intervention pour réponses immédiates	<ul style="list-style-type: none"> - Carte géographique - Carte de la population par Région - 20 volontaires pour la mise en place des tentes.
	- Mission d'évaluation approfondie pour l'identification des zones ayant besoin d'intervention de secours	<ul style="list-style-type: none"> - Un représentant du secteur Habitat par zone, - Appareil photo - Fiche évaluation - Déplacement en voiture
	- Intervention de secours : auprès des ménages, des abris communs et des centres de soins	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour des normes anticycloniques - Formation des acteurs locaux sur la mesure à prendre avant/pendant/après. - Formation en sécurisation foncière - Intégration dans le plan de développement du plan de relèvement précoce - Site planning - IEC : norme anticyclonique, texte de loi (réforme foncière et gestion du sol) - Sécurisation : avant la prévention - Appui aux initiatives communautaires (reconstruction et réduction des risques) - Mise en place de comité de pilotage et comité de secours - Mobilisation des ressources - Mise en place des communes pilotes

6.2. Evaluation rapide et approfondie

Le tableau ci-après présente les partenaires qui participeront aux évaluations rapides et approfondies dans chaque secteur d'activité.



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Types d'évaluation	Partenaires participants	Rapporte à qui et comment								
Agriculture	Diagnostic initial (24 heures)	MAEP/Génie rural	Dans le cadre du CRIC en utilisant la fiche EIMA, et éventuellement la fiche spécifique Agriculture								
		Partenaires (en fonction de la zone concernée)									
		BCR/OCHA									
	Evaluations sectorielles rapides (une semaine à 1 mois après l'aléa)	MAEP FAO OCHA PAM CARE SIRSA ONN SAFFJKM AAA CRS CARITAS	MAEP FAO OCHA PAM ONN SIRSA CARE SAFFJKM AAA CRS CARITAS	Dans le cadre du groupe sectoriel. Utilisation des fiches d'enquête focus groupe et ménage spécifiques à l'Agriculture (sécurité alimentaire). Rapport d'évaluation à restituer et à transmettre au CRIC pour validation Recommandation pour les réhabilitations d'urgence							
					Diagnostic de production et diagnostic approfondi (3 mois à 5 mois après l'aléa)	MAEP FAO OCHA PAM ONN SIRSA CARE SAFFJKM CRS AAA CARITAS	Dans le cadre du groupe sectoriel. Rapport de diagnostic à restituer et à transmettre au CRIC pour validation Recommandations pour les réhabilitations structurelles				
								Eau et assainissement	Evaluation Rapide (24 heures)	Ministère de l'Eau	Dans le cadre du CRIC en utilisant la fiche EIMA, et la fiche spécifique WASH
										UNICEF	
								Eau et assainissement	Evaluation sectorielle approfondie	Ministère de l'Eau	Dans le cadre du cluster. Rapport d'évaluation à restituer et à transmettre au CRIC pour validation
										UNICEF	
										CRM	
										MEDAIR	
										FSG	
CRS											
BUSHPROOF											
PAMOELA											
ONG Mirintsoa											
ANDEA											
Logistique	Evaluation Rapide (24 heures)										
	Evaluation sectorielle approfondie										
Education	Evaluation Rapide (24 heures)	MEN UNICEF	Fiche EIMA : CLGRC (chef ZAP, chef Fokontany) Remontée hiérarchique (CCGRC, CDGRC, CRGRC, BNGRC)								
	Evaluation sectorielle approfondie	MEN UNICEF	Fiche de collecte de données spéciales MENRS (DREN, chef de régions, MENRS, BNGRC)								



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Secteur	Types d'évaluation	Partenaires participants	Rapporte à qui et comment
Santé	Evaluation Rapide (24 heures)	SUCA	Ministère de la Santé. BNGRC
		OMS	
		UNICEF	
	Evaluation sectorielle approfondie	SUCA	
		OMS	
		UNICEF	
Nutrition et Sécurité alimentaire	Evaluation Rapide (24 heures)	ONN , ,	Dans le cadre du CRIC/ Cluster, en utilisant la fiche de collecte d'informations du secteur nutrition/ sécurité alimentaire (nombre de population vulnérable sinistrée, taux de malnutrition, taux de couverture du service de santé, données secondaire...) pour évaluer la vulnérabilité de la zone
		SNUT	
		PAM	
		UNICEF	
		FAO	
	Evaluation sectorielle approfondie : enquête de sécurité alimentaire	ONN - PAM et autres partenaires (en fonction de la zone enquêtée)	Dans le cadre du cluster. En utilisant le manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence du PAM. Rapport d'enquêtes à restituer au GS et au CRIC
Evaluation sectorielle approfondie : enquête nutritionnelle	ONN, SNUT, PNSAN, UNICEF	Dans le cadre du cluster. En utilisant le protocole et méthodologie SMART (Standardized Methodology for Assessments in Relief and Transition) Rapport d'enquêtes à restituer au GS et au CRIC	
Habitat	Evaluation Rapide (24 heures)	CPC, BNGRC, CRM, OIM	
	Evaluation sectorielle approfondie	CPC, BNGRC, CRM, OIM, FID, BM, CARE, MRFDAT	

6.3. Budget

Le coût opérationnel des plans sectoriels a été budgétisé selon les deux phases définies pendant l'atelier : la phase aigue qui varie de 15 jours à 1 mois selon le secteur, et la phase de secours qui s'étend sur une durée de 2 mois.

Pour chaque secteur, le calcul tient compte des deux éléments suivants :

- 1 - Les besoins identifiés qui incluent les vivres, les non-vivres, et les équipements. Ces besoins varient en fonction de la population affectée, et sont basés sur les différents standards minimums définis dans les normes SPHERE ou autres normes.
- 2 - Les coûts de fonctionnement liés au personnel requis pendant la durée de l'intervention, ainsi que les coûts liés aux différents services transversaux tels que le transport, les assurances, la distribution, etc.

NB : Les stocks de contingence en vivres et en non-vivres sont pris en considération dans le budget des plans sectoriels. Leur valeur n'est cependant pas intégrée dans le tableau de synthèse ci-après. Par contre, le budget alloué pour le cas de la plaine d'Antananarivo est intégré dans le tableau.



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Phase de l'urgence	Groupe sectoriel	Coût de fonctionnement (personnels, transport, etc) (\$)	Coût des équipements/matériels vivres/non vivres (\$)	Coût total (\$)	Dont « plaine d'Antananarivo » (\$)
Phase aigüe (1 mois)	Agriculture	0	0	0	0
	Eau et assainissement	112,676	858,728	963,082	273,022
	Nutrition et Sécurité Alimentaire				
	Santé				
	Education	443,513	3,347,612	3,791,125	379,112
	Logistique	2,100	34,200	36,300	
	Habitat	915,630	1,165,610	2,081,240	646,760
Sous-total de la phase aigüe					
Phase de secours (2 mois)	Agriculture	11,208,603	19,365,466	30,574,069	0
	Eau et assainissement				
	Nutrition et Sécurité Alimentaire				
	Santé ²¹		817,501	817,501	185,259
	Education				
	Logistique				
	Habitat				
Sous-total de la phase de secours					
TOTAL GENERAL					

6.4. Manques et contraintes

Manques / Contraintes	Conséquences
Communication	
Le réseau HF (BLU) ne couvre pas tout le territoire Le système peut être affecté par les intempéries.	Limitation du transfert d'information par voie hertzienne. Limitation du partage d'information sur les opérations. Délais dans la remontée des fiches EIMA
- Pas de couverture Thuraya. - Faible équipement des partenaires en téléphone satellite.	L'incompatibilité des réseaux Tel Sat, filaires et mobiles pose parfois des problèmes de transmission de l'information, et affecte la sécurité des opérations.
Sécurité	
Limitation des moyens de communication. Limitation des infrastructures	Difficulté à répondre rapidement à un accident/incident hors des centres
Regain de tension dans certaines zones comme le Sud Ouest.	Nécessité de protection pour les stocks, les convois, les biens et parfois des personnes.
Accès / Logistique / Transport	
En saison cyclonique, l'accès par la mer aux zones littorales est rendu impossible par la houle.	Sur la cote Est, accès très difficile aux zones les plus souvent affectées par les aléas climatiques.
En saison cyclonique, sur la cote Est, l'accès par la Canal des Pangalanes (voie de transport fluvial) présente beaucoup de risques à cause de la prolifération des jacinthes d'eau	
Aérodromes souvent inondés pour plusieurs jours après un cyclone.	Impossibilité de poser des avions sur les zones sinistrées.
Accès par train : Réseau très parcellaire et	Transport de fret peu opérationnel par le rail.

²¹ Le coût de réponses du Secteur SANTE comprend à la fois la phase aigüe (1mois) et la phase de secours (2mois)



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

Manques / Contraintes	Conséquences
rendu inopérant en saison des pluies par les glissements de terrain.	
Il n'y a que 5 hélicoptères à Madagascar. Aucun gros porteur, le plus gros appareil disponible étant une Alouette II.	Concurrence autour des équipements pour les évaluations. Impossibilité d'utiliser ce mode de transport pour les opérations
Pour le cas de la plaine d'Antananarivo, la disponibilité des endroits pour servir de site d'hébergement est très limitée.	Les sites identifiés ne remplissent pas le minimum des conditions requises : accessibilité, sécurité, hygiène et assainissement, etc.
Capacité des partenaires & Capacité d'urgence	Amélioration possible
La plupart des partenaires humanitaires présents à Madagascar sont impliqués davantage dans des programmes de développement. Le nombre de partenaires humanitaires est limité. La couverture du territoire est limitée. En cas de d'aléas frappant simultanément plusieurs endroits du pays, les partenaires humanitaires n'ont pas la capacité d'apporter une réponse suffisante.	Aider au renforcement de capacités des ONG locales. Favoriser l'implantation temporaire ou à long terme de nouveaux partenaires Favoriser la mise en place de nouveaux programmes tels que DIPECHO.

7. MAINTENANCE DU PLAN

Ce Plan de contingence est par définition dynamique puisqu'il est le fruit d'une réflexion commune basée sur des éléments concrets. De ce fait, il sera régulièrement mis à jour pour l'enrichir avec de nouvelles informations qui sont à la disposition du groupe.

Le tableau ci-après présente un calendrier de mise à jour du Plan de contingence. Cependant, en fonction des événements, des changements, et des données disponibles, ce calendrier pourra être modifié.

Type de changement	Date	Par Qui ?
Mise à jour du répertoire des contacts d'urgence et de personnel spécialisé au niveau de chaque organisation dans le pays	31 Décembre 2008 31 Janvier 2009 29 Février 2009 31 Mars 2009 30 Avril 2009	BNGRC
Actualisation régulière (trimestrielle) des fiches et documents annexes, particulièrement les inventaires (stocks d'urgence, matériel du BN GRC, équipements de communication et procédures administratives/ financières d'urgence)	Mars 2009 Juin 2009 Septembre 2009 Décembre 2009	BNGRC Groupes sectoriels
Processus d'actualisation et Révision annuel du Plan de Contingence	A partir de Juillet 2009	BNGRC Groupes sectoriels



PLAN DE CONTINGENCE DU COMITE PERMANENT ET DU GOUVERNEMENT

8. ANNEXES

Annexe 1 :

Cartes : Carte de situation régionale et carte administrative de Madagascar, carte démographique de Madagascar, Localisation des régions du scénario « Cyclone/inondation », carte des réseaux d'annonce des crues sur la plaine d'Antananarivo, cartes des zones inondables sur la plaine d'Antananarivo, carte des ports maritimes, carte des ports fluviaux, carte des aéroports, carte de l'état des routes, carte de la campagne d'entretien routier pour 2008_2009, carte des magasins de stockage, cartes de BLU du BNGRC, cartes sectorielles diverses, cartes des autres urgences en 2008.

Annexe 2 :

Gestion des Risques et Catastrophes : Schémas de GRC, Fiche EIMA, Termes Clefs de GRC

Annexe 3 :

Plans de réponse sectoriels : Agriculture, Eau et assainissement, Education, Habitat, Logistique, Nutrition et sécurité alimentaire, Santé

Annexe 4 :

Mandats des membres du CRIC

Annexe 5 :

Listes de contact : Qui fait Quoi Où (National et Plaine d'Antananarivo), Liste des fréquences radio

Annexe 6 :

Fiches directives de mobilisation de ressources (CERF+Flash Appeal)

Annexe 7 :

Note d'Orientation de l'IASC sur l'Approche Sectorielle.

Annexe 8 :

Infrastructure : *Fiches techniques des aéroports, Fiche technique des ports maritimes et fluviaux, Fiche technique des axes routiers*

Annexe 9 :

Transports : *Offre ferroviaire, aérienne, maritime, et routières - en cours de finalisation*

Annexe 10 :

Acronyme